

# MENACE SUR LA CHINE :

## Enlisé au Sud-Vietnam, l'Impérialisme américain

### concentre ses forces dans le Pacifique!

LES Etats-Unis vont doubler leurs forces dans le Pacifique pour « faire face » à la menace chinoise... En 1967, ils auront 1.000.000 d'hommes, 6.000 avions et 500 navires qui seront prêts à parer toute tentative d'agression dans le Pacifique... Les Américains estiment que la période de « danger maximum » — celle où la Chine sera en état d'attaquer dans le Pacifique — approche : elle doit se situer aux environs de 1967 ».

(France-Soir du 28 avril 1966).

Il ne s'agit pas d'une mauvaise plaisanterie. Mais de la propagande officielle des U.S.A. qui se prépare à « ceinturer la Chine ». La plus grande puissance impérialiste du monde se sent « menacée » par la future explosion de la troisième bombe atomique chinoise ! Vraies ou fausses, les informations des services secrets

## AU PÉROU

### Pays de la « Démocratie chrétienne »

### LA LIBERTÉ OU LA MORT

Voici la copie d'une lettre que Hector Bejar, commandant de l'Armée de Libération Nationale, récemment arrêté et actuellement détenu à la prison de San Quintin à Lima (Pérou), a adressée à l'opinion publique :

« A l'opinion publique ».

Maximo Velando et d'autres chefs des guérillas péruviennes ont été fusillés sans procès préalable. Un sort identique fut réservé aux paysans dont le seul délit avait été de sympathiser avec les combattants révolutionnaires.

Essayant de justifier ces crimes, on a raconté qu'ils essaieraient de fuir ou qu'ils se suicideraient. Ainsi la dénommée « loi de fuite » sert à cacher l'assassinat de prisonniers et de blessés la plupart du temps désarmés et inoffensifs.

En tenant compte de ces faits, je ferai de mon procès une tribune de défense du monde paysan et de dénonciation de l'injustice. Je n'essaierai pas de me suicider car c'est la solution des lâches. Je ne tomberai pas non plus dans aucun piège ou provocation de l'ennemi pour m'éliminer.

Je ne donnerai pas de prétextes pour qu'il puisse refaire dans mon cas les crimes commis contre mes héroïques compagnons.

Prison de San Quintin, — le 23 mars 1966 —

Hector BEJAR.

américains ont tenu la première page des journaux la semaine dernière. Destinées à répandre une saine terreur, elles ont permis l'annonce de ce que certains appellent déjà « l'escalade dans le Pacifique », c'est-à-dire le renforcement du dispositif militaire américain en Asie.

Par ailleurs un porte-parole américain affirmait dans le même temps qu'il n'y avait pas de refuge pour les appareils nord-vietnamiens poursuivis par l'aviation U.S. Dans la bataille qui a opposé il y a quelques jours Phantoms U.S. et Mig 21, on relevait que deux au moins des appareils nord-vietnamiens portaient les marques de l'armée de l'air de la République populaire de Chine. Ce qui est clair, signifie que les bombardiers américains n'hésitent pas à poursuivre en Chine les avions attaqués au-dessus du Vietnam du Nord. Menace précise ou « intimidation ? », nul ne peut le dire, il n'en reste pas moins que tout se passe comme si l'Amérique se préparait sérieusement à une attaque contre la Chine, et que nous assistions à la préparation psychologique du combat par la mise en condition des esprits.

Ce qui ne veut évidemment pas dire que le conflit éclatera en 1967 précisément. Il y a dans les affirmations U.S. une part d'intoxication et de « sondage » qu'il est difficile d'évaluer. Mais une chose est certaine : la menace qui pèse sur la Chine.

Menace qui détermine toute la politique extérieure de la Chine et qui éclaire, sous son vrai jour, ce qu'il est convenu d'appeler le conflit sino-soviétique.

Enlisés au Sud Vietnam les U.S.A. ont montré qu'ils avaient choisi de ne pas reculer. Leurs cyniques allégations sur la défense du monde libre, ne cachent pas que ce qu'ils défendent au Vietnam c'est leur position politique et stratégique. A longue échéance leur maintien en Asie — et cela c'est une question de choix politique pour la bourgeoisie américaine — les amènera inévitablement à attaquer la Chine.

Ce n'est pas l'arsenal nucléaire de la Chine qui les inquiète. Ce n'est pas l'aide que la Chine apporte à Ho Chi-minh. Ce n'est pas ses prétentions au leadership des mouvements révolutionnaires dans les pays sous-développés, qui les menacent.

C'est le poids politique d'une nation de 700 millions d'habitants qui existe et tente de se développer en dehors du système économique de l'impérialisme.

C'est que la seule existence de la Chine en dehors du marché impérialiste constitue un exemple, une possibilité pour les nations asservies.

C'est cette possibilité — aussi illusoire soit-elle — que les U.S.A. veulent anéantir. Car dans le monde impérialiste il n'y a pas de place pour de jeunes Etats qui cherchent à se développer.

Mais la guerre contre tout un peuple ne se gagne pas seulement avec une armée, une flotte et une aviation modernes. Le peuple vietnamien en fait chaque jour la démonstration. Et si les forces américaines s'enlisent dans les marais du Sud, l'immense Chine, immensément peuplée, sera pour les Etats-Unis un adversaire incomparablement plus difficile à vaincre.

Et rien ne dit que, moralement, le peuple américain accepte sans réagir la perspective d'une guerre du Vietnam étendue à l'échelle de la Chine.

M. TOURNY

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!



# VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

## L'ASSOCIATION RENAULT - PEUGEOT

### Les Capitalistes s'unissent... à quand l'Union des travailleurs ?

VENDREDI 22 avril, les cadres des deux firmes automobiles Renault et Peugeot étaient en plein « suspense ». D'un moment à l'autre, ils attendaient la publication d'une information sensationnelle. A Sochaux, pas plus qu'à Billancourt, on ne connaissait la teneur des pourparlers en cours.

Et chacun, selon la place qu'il occupe dans l'une ou l'autre firme, de se réjouir, de s'inquiéter, de spéculer sur les nouvelles que l'on attendait en fin de soirée.

Vers 15 heures, le « suspense » fut terminé pour les grands dirigeants mais ce fut l'O. R. T. F. qui eut mission d'informer le public quelques heures plus tard.

Renault et Peugeot ont conclu un accord... Pourquoi? Comment? Quelles en sont les conséquences?

#### L'ACCORD

Pourquoi? Cela est facile à comprendre. Le gouvernement capitaliste se prépare à l'entrée dans le Marché commun. Dans chaque branche d'industrie de chaque pays, il faut un groupement de dimension européenne et même mondiale. Dans le cadre du 5<sup>e</sup> plan, les fusions et regroupements sont souhaités et encouragés par les pouvoirs publics. Ces regroupements ont déjà eu lieu dans de nombreux secteurs et, tout récemment, nous avons assisté aux regroupements de Usinor, Lorraine-Escaut, Schneider, Empain et autres. L'automobile ne pouvait pas ne pas suivre ce mouvement, surtout en France où 4 grands constructeurs se partagent le marché tant intérieur qu'à l'Etranger.

Comment se situe la construction automobile?

Aux U.S.A., trois grands de l'automobile :

- 1) General Motors, avec General Motors U.S.A., G.M. Canada, Opel en Allemagne, Vauxhall Bedford en Grande-Bretagne, Holden en Australie, soit 7 265 000 véhicules par an ;
- 2) Ford soit 4 290 000 véhicules par an ;
- 3) Chrysler, aux U.S.A., au Canada et à Simca-France, soit 2 000 000 de véhicules par an.

Après les trois grands américains, viennent :

- Volkswagen en Allemagne, avec 1 450 000 véhicules ;
- Fiat en Italie, avec 1 000 000 de véhicules ;
- B. M. C. en Grande-Bretagne, avec 775 000 véhicules.

En France, les quatre grands de l'automobile sortent annuellement :

Régie Renault :	565 000 véhicules
Citroën-Panhard :	497 000 »
Peugeot :	290 000 »
Simca :	237 000 »

(déjà compté dans le groupe Chrysler).

Si l'on considère Simca comme faisant partie du groupe U.S. Chrysler, il reste en France trois constructeurs : Renault, Citroën et Peugeot qui, à eux trois, sortent 1 350 000 véhicules par an, ce qui, s'ils étaient groupés, les placerait au 4<sup>e</sup> rang mondial et au 2<sup>e</sup> rang européen. Le gouvernement souhaite évidemment une entente entre ces trois grands qui placeraient l'industrie automobile française en tête du Marché commun.

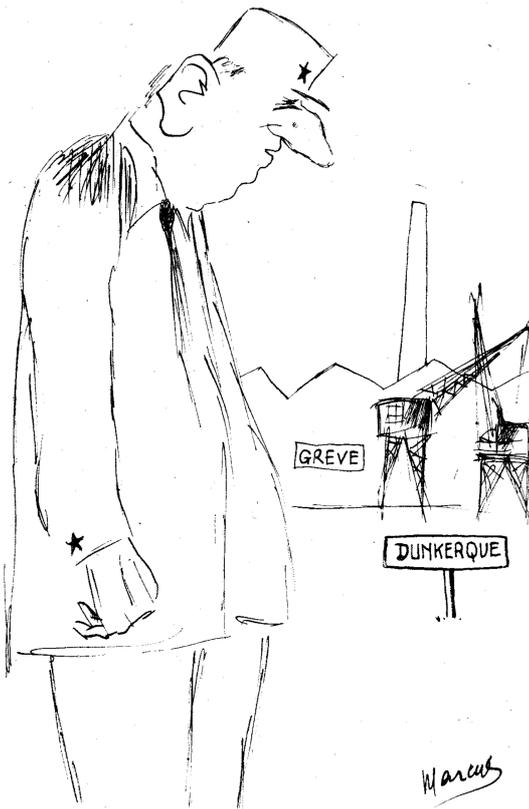
Citroën et Peugeot avaient déjà un accord (qui d'ailleurs vient d'être dénoncé après l'accord Renault-Peugeot). Des pourparlers ont eu lieu pour fortifier cet accord. Ils n'ont pas abouti à cause, d'après ce que l'on dit, de l'hostilité de Citroën. Alors est venue l'association Renault-Peugeot qui paraissait difficilement réalisable à cause du statut différent des deux entreprises : Renault nationalisée à 100 %, Peugeot du secteur privé à 100 %. L'accord a pu être réalisé malgré tout sur les bases suivantes :

- Coopération étroite dans la recherche scientifique et les études ;
- Rationalisation des investissements tout en assurant la continuité de l'emploi du personnel ;
- Politique commune en matière d'achat.

Mais si l'accord n'a pu être réalisé également avec Citroën, la porte reste ouverte pour lui permettre de s'associer.

Le Communiqué des deux entreprises indique, en effet : « Il convient de bien préciser que cette association n'est en aucune façon dirigée contre un ou plusieurs constructeurs français ou étrangers. Au contraire, si, comme Peugeot et Renault l'espèrent, l'association ainsi constituée entre eux apportent les résultats qu'ils attendent, une collaboration avec

Mélas ! Mélas ! Mélas !  
Ils m'ont compris.....



Warcus

## LE VOYAGE PRÉSIDENTIEL DANS LE NORD

● suite page 5

# TRENTE ANS APRES

Le mardi 17 mai 1966 le secteur public est appelé à un mouvement de grève générale de 24 heures. Dans le secteur privé la C.F.D.T. appelle également les travailleurs de la métallurgie à 24 heures de grève pour se joindre au secteur public. La C.G.T. est beaucoup plus prudente et appelle les travailleurs à tout mettre en œuvre pour faire du 17 mai une grande journée revendicative.

cette lutte doit permettre de réaliser une démonstration. La plupart des travailleurs ne sont pas dupes. Mais que faire ? Le 17 mai normalement trois millions de travailleurs du secteur public devraient cesser le travail. Avec quelques centaines de milliers de travailleurs de la métallurgie et peut-être du textile, voilà une belle armée rassemblée. Oui mais comment les choses vont-elles se

breuses précédentes sans lendemain. Face à cette situation nous avons trois solutions :  
Ou bien se moquer des syndicats comme ils se moquent de nous, ignorer leurs mots d'ordre et ne rien faire. Mais cette solution est à écarter car une telle attitude permettrait aux responsables syndicaux de rejeter sur les ouvriers leur propre incurie et au patronat de profiter de la situation pour renforcer encore son exploitation.

La deuxième solution c'est de suivre les syndicats sans discuter, sans perspectives. Nous ne ferons pas avancer d'un pouce la lutte revendicative mais nous gardons au moins la possibilité d'intervenir une autre fois. Ce sera un coup de sabre dans l'eau mais cela vaut mieux que de prendre un coup de trique sur les oreilles.

Enfin la troisième solution, celle qui nous paraît la plus juste c'est de profiter des mots d'ordre syndicaux pour développer nous-mêmes notre lutte. Profiter de ce que les

syndicats nous demandent de passer pour une fois le travail tous ensemble (ou presque) pour préciser nos revendications essentielles et les moyens de les faire aboutir.

Trois, quatre, cinq millions de travailleurs peuvent se retrouver ensemble dans la lutte le 17 mai. Dans certains secteurs les ouvriers hésiteront à arrêter 24 heures quand un système de primes anti-grève pèse lourdement sur leur salaire. Les ouvriers de chez Renault notamment trouveront qu'une simple manifestation qui coûte de 120 à 200 F c'est un peu cher payé.

Cela n'empêche que chaque catégorie peut et doit trouver les moyens de participer, tous ensemble au mouvement pour des objectifs communs.

Pour cela il faut que les travailleurs non syndiqués qui sont la grosse majorité lassent entendre leur voix autrement qu'en suivant passivement les banderoles architecturées des syndicats.  
Grève générale totale jusqu'à

satisfaction de nos revendications :

— Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois.  
— Augmentation de 200 F minimum pour tous.

— Durée hebdomadaire du travail de 30 heures maximum.  
— Retour à une véritable liberté ouvrière par une refonte des règlements intérieurs et des lois notamment en matière de représentation ouvrière.

Profiter de quelques heures où nous pourrions être ensemble pour définir nous-mêmes nos revendications, pour nous donner une représentation qui émane directement de nous. Cela paraît impossible. Au moment où l'on parle tant de 1936 est-ce utopique ? Les augmentations de salaires allant jusqu'à 100 %, les 40 heures, les congés payés, paraissent inaccessibles à beaucoup d'ouvriers de l'époque. Et pourtant !

Alors trente ans après essayons d'être dignes de nos aînés pour engager la lutte, essayons de leur être supérieurs pour garantir et conserver nos conquêtes.

## Editorial des Bulletins d'entreprise

Les directions syndicales se félicitent du développement de la lutte et la Commission administrative de la C.G.T. félicite les travailleurs qui mènent le plus souvent dans l'unité des actions de formes et de natures diverses.  
On ne sort pas du bla-bla-ha habituel. Les travailleurs eux sont laissés à eux-mêmes. Pas de revendications précises, pas de mots d'ordre unifiés. Encore une fois

passer ? On n'en sait rien. Si au moins les syndicats avaient daigné consulté les ouvriers on y verrait peut-être plus clair. Mais les dirigeants syndicaux discutent entre eux. L'opinion des ouvriers qui devraient demain cesser le travail leur importe peu.

Nous savons que nos dirigeants n'iront pas jusqu'au bout. Ce qu'ils veulent c'est une démonstration de plus qui s'ajoute aux nom-

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

### Dans le Secteur public et nationalisé

#### SURTOUT PAS D'ENTERMENT LE 17 MAI !

Le 17 mai doit avoir lieu la grève de la fonction publique. Il est aussi question que d'autres corporations, comme la métallurgie, s'y joignent. Pourtant, pour le moment, les syndicats des cheminots n'ont pas encore jugé bon de nous faire savoir exactement ce qu'ils envisagent pour ce jour-là.

La quinzaine dernière, nous avons fait grève seuls. Nous n'avons rien obtenu. Nous n'avions même pas une claire définition de la part des syndicats, des objectifs de cette grève. Tout ce que nous savions, c'est que c'était le quatrième mouvement du genre en trois mois, qui préparait tous une « étape supérieure de la lutte... » qu'on ne voyait jamais venir.

Cette étape supérieure de la lutte, nous avons l'occasion de la réaliser le 17 mai, en nous joignant à la lutte des autres corporations du public ou du privé, en faisant une grève, non pas le lendemain ou la veille, mais en même temps que les autres.

Seulement cette étape n'en sera vraiment une que si, consciemment, clairement, au cours de cette grève, nous décidons, avec les grévistes de la fonction publique, des objectifs et des moyens à mettre en œuvre.

Le 17, nous devons décider de ce que sera l'étape suivante. Si c'est une grève d'avertissement, nous devons donner au gouvernement un délai de réponse et savoir précisément ce que nous ferons en cas de fin de non-recevoir et ne pas nous contenter d'un vague discours sur « les moyens à mettre en œuvre » !

En un mot, ce que nous ne devons surtout pas permettre, c'est

que sous couleur d'étendre les mouvements revendicatifs, les directions fédérales et confédérales les enterrent.

(Extrait du n° 155 de la V. O. Cheminots)

#### TOUS ENSEMBLE POUR NOS REVENDICATIONS

« Les Comités d'Action C.G.T. et de Liaison C.F.D.T., la F.E.N. (autonomie) et le cartel F.O. de la fonction publique, ont décidé d'organiser une grève pour le 17 mai, dans le secteur public, semi-public et nationalisé » (Les Journaux).

Ainsi le 17 mai, nous ferons grève tous ensemble ; on annonce que la métallurgie se joindra au mouvement.

Dans la banque et au Crédit Lyonnais, qu'allons-nous faire ? A ce jour les syndicats n'ont encore rien publié de leurs intentions, le

personnel n'a pas été consulté sur cette journée. Pourtant le minimum serait que l'on nous interroge.

Et tout d'abord pour quelles revendications allons-nous nous battre le 17 mai ? Rien pour le moment n'a été défini.

Mais deux revendications au moins concernent l'ensemble des travailleurs :

— Augmentation uniforme des salaires de 200 F par mois.  
— Retour immédiat aux 40 h.

Mais qu'envisage-t-on pour les faire aboutir ?

Va-t-on voir à nouveau des ordres de grève, lancés uniquement dans certains services, 1/4 d'heure ici, 1/2 heure là, où les syndicats vont-ils nous consulter pour savoir si nous sommes prêts à faire 24 h de grève le 17 mai, avec tous les autres établissements du secteur nationalisé ?

Car cette journée ne peut-être qu'un sérieux avertissement à l'Etat-patron et si tous ensemble les travailleurs font 24 h de grève. Il est évident que cela ne suffira pas à le faire céder sur nos revendications, mais cela peut être une étape, à condition que nous définissions tous ensemble la suite à donner à cette lutte.

Nous sommes tous mécontents de nos salaires. Les conditions de transport qui nous sont imposées sont de plus en plus pénibles et la diminution du temps de travail est une nécessité vitale.

Il faut que nous soyons tous en grève le 17 mai, pour que les banquiers et le gouvernement connaissent notre mécontentement.

Il nous reste 15 jours pour préparer cette grève, convaincre les indécis.

(Extrait du n° 96 de la V. O. Crédit Lyonnais.)

### Dans le Secteur privé

#### UN 17 MAI DE PETITIONS ?

Les deux journées du 15 mars et du 6 avril nous ont apporté quelques avantages, mineurs certes, quoique toujours bons à prendre : quelques centimes, une heure en moins. Ces mouvements, d'avertissement, ne pouvaient amener autre chose : ils ont inquiété suffisamment la direction pour lui faire céder immédiatement ce qu'elle comptait n'accorder qu'en une année ; ils ne pouvaient mener plus loin.

En les suivant mollement, en défilant dans les rues, nous avons montré que nous, nous étions prêts à aller plus loin que ce coup de semence. La direction s'obstine. Que nous proposent les syndicats ?

Des délégations. Sans honte, après des mouvements de 24 h, la C.G.T. nous propose de revenir à ces formes d'action scolaires « qui ne coûtent pas cher aux travailleurs » et évidemment ne leur rapportent rien. Le journal de l'U.D. rajoute : « pétitions, délégations doivent être continuées dans l'usine jusqu'à la réussite », et citent l'exemple du mouvement de B.F.M. en 63 pour justifier la tactique des petites grèves. Quand on se souvient que les syndicats ont saboté la violente réaction au lock-out en faisant reprendre précipitamment et sans que nous n'ayons rien obtenu, on juge mieux de la valeur de l'exemple.

Pourtant à DC, R, VDE, VDA, etc., les délégations ont repris. Les revendications les plus aberrantes y sont mises en avant : ainsi à

VDA il a été demandé des meilleurs outils et que les suggestions soient mieux payées. On ne peut mieux donner en caution à la collaboration de classe.

La C.G.T. ne veut visiblement pas aller plus loin et cherche à couvrir son inaction de ses semblants d'agitation qui ne trompent plus personne et surtout pas Michelin. Une fois de plus au lieu d'organiser la lutte elle se décroche devant ses responsabilités.

Le 17 mai les travailleurs du secteur public et nationalisé seront en grève. La Fédération de la Métallurgie a décidé de se joindre au mouvement. Deux à trois millions de salariés paralyseront l'activité du pays.

Pendant ce temps-là continuerons-nous à faire des pétitions ? (Extrait du n° 149 de la V. O. Michelin.)

BERLIET

#### POURQUOI IL FAUT FAIRE GREVE LE 17 MAI

La commission paritaire de la métallurgie du 27 avril n'a abouti à aucun résultat réel, et sur le plan Berliet, la discussion est bouchée. Depuis plus de 9 mois que les négociations traînent sur la question des 5 minutes (en voilà des 5 minutes de gaspillées !), nous en sommes toujours au même point.

Les réunions autour de tapis verts ne mènent à rien, les débrayages limités non plus — on vient encore de le voir — sauf à démolir nombre d'entre nous.

Or, un mouvement d'ensemble est prévu pour le 17 mai par les organisations syndicales, et la métallurgie y serait associée ; pour

les 24 heures ? ou seulement par un débrayage symbolique ? On l'ignore encore.

Il est certain qu'une grève d'ensemble est mieux en mesure de rallier tous les hésitants et les indécis. Et, pour nous, en ce moment où il semble y avoir plus de travail, dans certains secteurs du moins, et où on voit se rouvrir l'embauche, l'occasion est favorable pour passer à l'attaque.

Nous devons tous participer à la lutte du 17 mai, faire grève les 24 heures, car les patrons doivent voir notre force, si nous voulons obtenir une amélioration sensible de nos conditions de vie, c'est-à-dire — 200 F de plus par mois — et la semaine de 40 heures MAXIMUM.

(Extrait du n° 103 de la V. O. Berliet.)

## VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'imperialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la

II<sup>e</sup> Internationale s'ombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décrié les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi

complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire qu'elle était même nuisible. D'autres s'accrochant désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautant d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

#### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIÈRE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de

l'opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.

- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# RECONSTRUIRE LA IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

**A**UJOURD'HUI, tout autant que par le passé, chaque organisation, chaque militant révolutionnaire ressent cruellement l'absence d'une Internationale révolutionnaire capable d'analyser les expériences de la lutte des classes à l'échelle du monde et d'établir la liaison politique et organisationnelle entre l'avant-garde révolutionnaire des pays industrialisés, des pays sous-développés et des pays sous la domination de la bureaucratie.

La IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938 par Léon Trotsky et dont le programme est le seul qui permette une activité révolutionnaire, n'a jamais pu jouer un rôle dirigeant dans la lutte des classes. Après la mort de son fondateur, la IV<sup>e</sup> a fini par sombrer dans l'opportunisme petit-bourgeois dominant naissance en son sein à ce qu'on appelle aujourd'hui le pablisme et qui consiste dans l'abandon pur et simple du seul objectif politique qu'organisationnellement.

Il n'y a plus aujourd'hui, même pas formellement, d'Internationale. Il en survit quatre débris, chacun revendiquant pour lui seul la continuité d'avec la IV<sup>e</sup> du temps de Trotsky.

— la IV<sup>e</sup> dite « officielle », dirigée par Franck et Germain ;  
— le bureau latino-américain de Posadas ;

— la tendance dite « marxiste-révolutionnaire » de Pablo ;  
— et le Comité international.

C'est ce dernier qui se réclame de la scission de 32 et qui fut jusqu'aux temps derniers le seul à faire preuve d'une modestie toute relative en ne s'intitulant pas « La IV<sup>e</sup> Internationale », qui a convoqué récemment une Conférence Internationale en se fixant comme objectif la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

(Nous avons fait état à plusieurs reprises de cette Conférence ainsi que de notre attitude vis-à-vis d'elle et vis-à-vis des organisations qui l'ont convoquée dans les numéros 53, 55, 56 et 57 de notre journal.)

## NOTRE PARTICIPATION

Nous avons décidé de participer à cette conférence. D'abord parce qu'aucune tentative de recréer une organisation internationale révolutionnaire ne nous est étrangère. Ensuite, parce que nous avons trouvé dans le texte préparatoire du C.I. et dans l'attitude des organisations invitantes trois éléments positifs :

1<sup>o</sup> Critique violente et définitive du pablisme, aussi bien quant à ses conceptions politiques qu'organisationnelles.

2<sup>o</sup> CHOSE PRINCIPALE : le IV<sup>e</sup> était MORTE et qu'il fallait donc la RECONSTRUIRE ENSEMBLE et non adhérer simplement à une boutique existante, texte du C.I. reconnaissant que la en l'occurrence la leur.

3<sup>o</sup> Le C.I. semblait revenir sur les conceptions organisationnelles anti-démocratiques de la IV<sup>e</sup> des années 43-52.

Notre participation devait être une participation CRITIQUE, et nous l'avions dit d'avance. Car, ni avant ni pendant, ni après notre participation à la conférence, nous n'avions aucune illusion politique sur les organisations qui composent le Comité international. Leur passé, aussi bien au sein de la IV<sup>e</sup> encore une fois qu'après la rupture, a été une collection d'erreurs politiques magistrales, à commencer par leur nationalisme pendant la guerre, à continuer par leur analyse de la Yougoslavie, des Démocraties populaires, de la Chine et celle, plus récente, du M.N.A.

Leur texte même prouvait que tout en fustigeant le pablisme, ils étaient incapables de se débarrasser des méthodes d'analyse pabliste. Toutes ces critiques, nous les avons faites avant la conférence. Nous avons dit que ce qui est le plus grave dans leur texte, c'est que tout en condamnant le pablisme, ils sont incapables d'expliquer POURQUOI et COMMENT il est apparu et comment en combattre les causes profondes ?

Cependant, nous avons participé à la conférence, car même si les organisateurs étaient incapables de rechercher les causes du pablisme, en rompant avec le pablisme et en constatant que l'Internationale n'existaient plus, le C.I. avait posé les fondements nécessaires de cette recherche. A partir de là, une dis-

ussion sérieuse aurait pu s'engager sur les causes de la faillite de l'Internationale et par conséquent sur les méthodes de sa reconstruction.

Contrairement aux autres débris de la IV<sup>e</sup> qui font vivre dans leur imagination une Internationale (ou des Internationales) qu'ils sont incapables de construire, et qui s'en contentent parfaitement, un groupe de l'Internationale a eu le courage d'entrevoir ses yeux pour constater la triste réalité. C'était peu, certes, d'autant plus qu'il s'agissait de gens qui, devant l'énormité de la tâche, risquaient fort de refermer vite les yeux et revenir aux illusions, ô combien plus réconfortantes et surtout plus commodes.

C'était peu, mais il y avait là une chance à saisir.

## UN MANQUE DE SERIEUX EVIDENT

Malheureusement, nos prévisions se sont trouvées confirmées pendant la conférence, comme nos prévisions de 43 se trouvaient confirmées dans le temps.

Nous nous sommes trouvés face à des organisations qui étaient incapables de discuter sur les problèmes réels, sur la méthode et les tâches de la construction d'une organisation révolutionnaire mondiale. Nous avons trouvé des gens qui, en guise d'analyse, se gargarisaient de mots. Nous avons trouvé des gens qui, au lieu de faire un effort, d'expliquer le pourquoi de la faillite de l'Internationale, ont passé leur temps à se congratuler du passé, dont, comme disait l'un d'eux : « nous n'avons pas à rougir ».

Nous n'y sommes certes pas allés pour faire rougir quiconque et nous n'avions surtout pas la prétention de pouvoir le faire. Mais tout de même, si près de 30 ans après sa fondation, l'Internationale n'existe autrement que dans le programme légué par Trotsky, si le bilan des organisations de la IV<sup>e</sup> depuis 20 ans se réduit à zéro ou presque, si nulle part et à aucun moment, les organisations trotskystes n'ont pu discuter aux appareils réformistes et stalinien la direction du prolétariat, c'est bien dû à quelque chose ?

Sommes-nous allés là-bas pour en discuter, ou pour découvrir ce qui serait susceptible de faire rougir les uns ou les autres ?

Nous nous sommes trouvés face à des gens dont l'internationalisme ne dépassait guère les limites de la salle de conférence. Non que les déclarations et les déclamations aient manqué ! Mais il aurait pu sembler que la condition sinon suffisante, du moins nécessaire pour engager la discussion internationale avec d'autres groupes eût été de connaître leurs positions politiques.

Or, il y avait là des délégués responsables qui dispensaient leurs conseils et leur foudre avec une suffisance admirable à des groupes dont ils ignoraient tout, sinon l'existence !

C'est ainsi que l'orateur principal de la principale organisation invitante a déclaré le troisième jour de la conférence avoir appris avec stupeur le matin même et par hasard, notre position sur la Chine !

Laissons de côté le fait même que définir comme bourgeois un État qui s'est établi en dehors et contre le prolétariat puisse plonger dans une telle stupeur un trotskyste. Toujours est-il qu'il faut bénir l'heureux hasard qui a permis au camarade en question de découvrir nos positions sur une question essentielle.

Signalons tout de même que pour un dirigeant international, il existe bien d'autres moyens que l'heureux hasard pour connaître la position des groupes qu'il prétend conseiller, ne serait-ce que la lecture de leur presse !

Anecdote, sans doute ?  
Oui, mais elle est révélatrice du peu de sérieux avec lequel ces gens traitent des questions qui, elles, sont sérieuses.

## RECONSTRUIRE OU REBATIR ?

Dans cette conférence où la longueur des discours ne cachait guère le vide des propos, nous passions pour des trouble-fête quand nous tentions d'entamer la discussion des problèmes réels. Un

fait, il n'y eut pas de discussion. Tout comme l'Internationale en 43, son débris d'aujourd'hui a refusé la discussion. Et d'une manière que, ce aussi, était bien caractéristique.

Notre intervention, à défaut de convaincre, a eut au moins l'avantage de faire comprendre au C.I. leur propre texte préparatoire. Ils ont compris ce que nous espérons qu'ils avaient compris : à savoir qu'affirmer que la IV<sup>e</sup> Internationale n'existe plus, impose l'obligation de rechercher les causes de sa faillite. Ils ont compris en un mot ce que qu'ils ont écrit, contient en germe notre critique, entraîne notre analyse.

Mais il faut croire que cette analyse, ils sont incapables de la faire. En effet, en plein milieu de la conférence, plutôt que d'entamer l'analyse, ils ont préféré revenir sur leur propre texte !

Par le biais d'un amendement à partir d'une phrase secondaire, ils ont complètement changé l'esprit de leur propre projet de résolution. Voici la phrase d'origine :

« L'opportunisme petit-bourgeois sous la forme de tendances révisionniste, cristallisée, pénétrant toutes les sections du mouvement trotskyste, a détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation fondée sur le Programme de Transition, et exige aujourd'hui une rupture complète avec les méthodes théoriques, politiques et organisationnelles des révisionnistes ».

L'amendement proposait de modifier cette phrase en commentant par :

« La IV<sup>e</sup> Internationale s'est défendue et remporté une victoire sur l'opportunisme petit-bourgeois qui... etc. ».

Alors que dans la rédaction originale il est dit que l'Internationale a été détruite, d'après l'amendement, cette même Internationale est bel et bien vivante et qui plus est, elle a remporté une victoire !

C'est nous qui devions leur dire que si cet amendement est voté, c'est l'ENSEMBLE du texte qui se trouve modifié, y compris la conclusion où l'on dit que :

« La IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Léon Trotsky n'existe plus » et y compris le fait où l'on parle de la « reconstruction de la IV<sup>e</sup> ».

Il est vrai que l'un des chands partisans de l'amendement rédacteur du journal « La Vérité », s'est rendu compte qu'il n'est guère logique de reconstruire quelque chose qui n'a jamais été détruit, et avec un profond sens des nuances, il a proposé de remplacer le mot « reconstruire », devenu inadéquat, par le mot « rebâtir ».

Nous n'étions pas les seuls à perdre notre latin dans ces subtilités. C'est le cas aussi, et sans mauvais jeu de mots, du traducteur. Finalement, celui-ci, qui traduisait jusque là le mot « reconstruction » par l'anglais « rebuilding », s'en est sorti avec brio en traduisant le mot « rebâtir » cette fois par le gallicisme « reconstruction ».

Nous avions ainsi appris à une conférence qui a été convoquée à l'origine pour discuter des tâches de la RECONSTRUCTION de l'Internationale, que cette Internationale n'a pas été détruite, et que grâce au C.I., la continuité de l'Internationale a pu être sauvegardée !

Qui plus est, avant de continuer ou plus exactement d'entamer réellement la discussion, on nous a mis en demeure de voter un texte comme quoi l'Internationale existe et qu'elle n'est autre que le Comité International. Nous l'avons bien entendu, refusé, et comme notre participation à la conférence a perdu son objet, nous avons quitté la salle.

Nous pourrions citer à loisir des textes où eux-mêmes ont dit, durant la conférence, identifiaient le C.I. à l'Internationale, développaient des idées diamétralement opposées.

Dans le projet de résolution lui-même : début jusqu'à la fin il était question d'une Internationale « détruite » ou qui n'existe plus, etc.

Ajoutons-y quelques citations des textes préparatoires de la section française :

Dans la brochure éditée par « La Vérité » sur ce sujet, (p. 4), on évoque la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale « en tant que totalité politique cohérente ». Dans le texte préparatoire français, on affirme que : « le développement de la lutte des classes signifiait la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Par ailleurs, on lit :  
« Le C.I. N'EST PAS la IV<sup>e</sup> Internationale... », etc.

Nous pourrions citer à loisir, il y a le choix, mais nous savons que les organisations du C.I. ne sont pas à quelques contradictions près. Elles trouveront même sans doute le moyen d'affirmer qu'il n'y a pas là de contradiction, et que les termes Internationale détruite et Internationale vivante s'identifiant au C.I. veulent dire la même chose. Sans doute y ajouteront-ils encore que ceux qui ne comprennent pas cela, ne comprennent rien à la dialectique !

Nous serions très heureux de lire dans le prochain numéro de « La Vérité » comment ces camarades expliqueront leurs positions au C.I. en fonction de ce qu'ils ont écrit dans les deux dernières parutions de « La Vérité » !

A moins qu'ils pensent (ils en ont coutume) que leurs lecteurs ne méritent pas d'explications sur leur changement d'attitude politique.

Lénine disait qu'on n'attrape pas un opportuniste avec des textes. Aussi, nous ne voulons pas attraper le C.I. de cette façon.

Nous connaissons trop les organisations du C.I. pour nous étonner de la facilité avec laquelle elles déchirent aujourd'hui leur texte de la veille.

Pourtant, il nous faut constater qu'en votant l'amendement, elles ont fait un choix. L'ancien projet de résolution contenait une équivoque que notre intervention a fait éclater.

## LA CONTINUITE PABLISTE

On ne peut affirmer que l'Internationale a été détruite sans analyser les causes de cette destruction, ce qui aurait obligé le C.I. à soumettre son propre passé, sa propre activité à une sévère et douloureuse critique. Du alors, et le C.I. a choisi cette deuxième voie, étant incapable d'analyser le pourquoi de la faillite, on aboutit à nier qu'il y eut faillite.

Le choix du C.I. est plus qu'une erreur. Il prouve en réalité l'incapacité des organisations le composant de critiquer les méthodes politiques et organisationnelles qui furent à l'origine du pablisme et par suite, de rompre avec elles. Il prouve que les causes qui ont engendré le pablisme dans la majorité de l'Internationale, ont mortellement contaminé la minorité qui, formellement, a rompu avec le pablisme.

Nous ne tirons pas argument de notre importance numérique, face au groupe qui édite « La Vérité », mais c'est bien cette incapacité qui fait qu'il végète en étant incapable de se développer, alors qu'en 1945, ils étaient une organisation susceptible d'obtenir plusieurs dizaines de milliers de voix aux élections.

Le choix du C.I. prouve aussi que cette organisation, à l'instar des autres débris de l'Internationale, se contente en réalité d'illusions et de phrases grandiloquentes et qu'elle refuse même la discussion avec ceux qui veulent s'atteler sérieusement à la tâche.

## L'INCAPACITE DU C.I.

Nous avons quitté la conférence sans regret. Mais en la quittant, nous n'avons pas rompu avec les organisations du Comité International. Nous ne rompons définitivement avec personne.

Nous allons au contraire tout faire pour montrer à ces camarades que s'ils suivent le même chemin que pendant et depuis la guerre, s'ils utilisent les mêmes méthodes, s'ils ont les mêmes attitudes, s'ils mènent la même politique, ils abandonneront toute chance de participer à la construction d'une Internationale réelle, ayant un rôle dirigeant dans la lutte des classes.

Ils auront peut-être des conférences internationales. Leur soi-disant « Internationale », si promptement reconstruite en deux jours, ira sans doute en grandissant de conférence en conférence, tout au moins en paroles. De la même manière que cette réunion provoquée pour construire l'Internationale s'est transformée au deuxième jour en troisième conférence du Comité International.

Et comme la réalité ne se pliera pas à leurs désirs et à leurs illusions, eh bien, ils donneront des coups de poices à la réalité.

Pendant notre séjour même, nous avons lu dans un numéro récent du « Newsletter », hebdomadaire de la section anglaise du C.I. un article consacré à la grève des étudiants contre la réforme Fouchet.

Nous y avons lu l'affirmation suivante : « Dirigés par les trotskystes, 70 % des 23.000 étudiants... (de la Faculté de Droit) » ont fait grève le mercredi 17 mars ». Il y a sans doute de quoi remonter le moral des camarades anglais. Domage que les 16.000 étudiants en Droit dirigés par des trotskystes n'existent que sur les pages de « Newsletter » et non à la Faculté de Droit de Paris !

Avec ce genre de coup de poice à la réalité, ils estimeront sans doute que leur Internationale se renforce de jour en jour. Mais on ne bâtit pas une organisation révolutionnaire sur un bluff. Et on ne la bâtit pas avec des gens qui se contentent du bluff.

Il ne suffit pas de se proclamer les héritiers de Trotsky pour avoir immédiatement la stature d'un grand révolutionnaire.

Avant de s'affirmer une Internationale continuant la tradition léniniste et trotskyste, il faut prouver qu'on l'est et le prouver politiquement. Et si les écrits de Trotsky ont pu servir à former toute une génération de militants, on ne peut vraiment pas en dire autant de la pile de thèses, textes, résolutions, proclamations et déclarations édités par les organisations qui se disent la IV<sup>e</sup> de 1945 à nos jours. D'ailleurs, même pour eux, qu'ils sont sous-judicés quand ils ne sont pas superflus et gênants, en tout cas, ils ont l'air de fort peu s'en soucier eux-mêmes.

Le C.I. peut avoir des illusions sur lui-même, mais les autres organisations en ont moins qu'il ne pense.

Nous savons que tel quel, il sera incapable de diriger la reconstruction nécessaire de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous n'avons nulle confiance en ce Comité International.

Mais nous avons une grande confiance dans le mouvement trotskyste.

## POUR UN VERAIBLE COURS NOUVEAU

Nous n'avons pas la prétention de dire que nous reconstruirons l'Internationale. Mais nous savons qu'elle se reconstruira et que nous avons notre rôle à jouer dans ce travail.

Nous jouerons ce rôle et c'est au C.I. de choisir, s'il veut que son action soit positive ou seulement inefface. Négative, c'est même hors de sa portée.

Nous sommes allés à la conférence pour entamer la discussion sur les tâches de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les gens que nous y avons trouvés n'étaient pas prêts à engager cette discussion. Mais nous avons l'habitude de faire ce que nous disons. Aussi cette discussion, nous la mènerons certes, en dehors du cadre fixé par le C.I., mais nous la mènerons car elle est vitale pour l'avenir du mouvement révolutionnaire.

Nous sommes d'ailleurs sûrs de trouver des échos favorables au sein même des organisations du C.I.

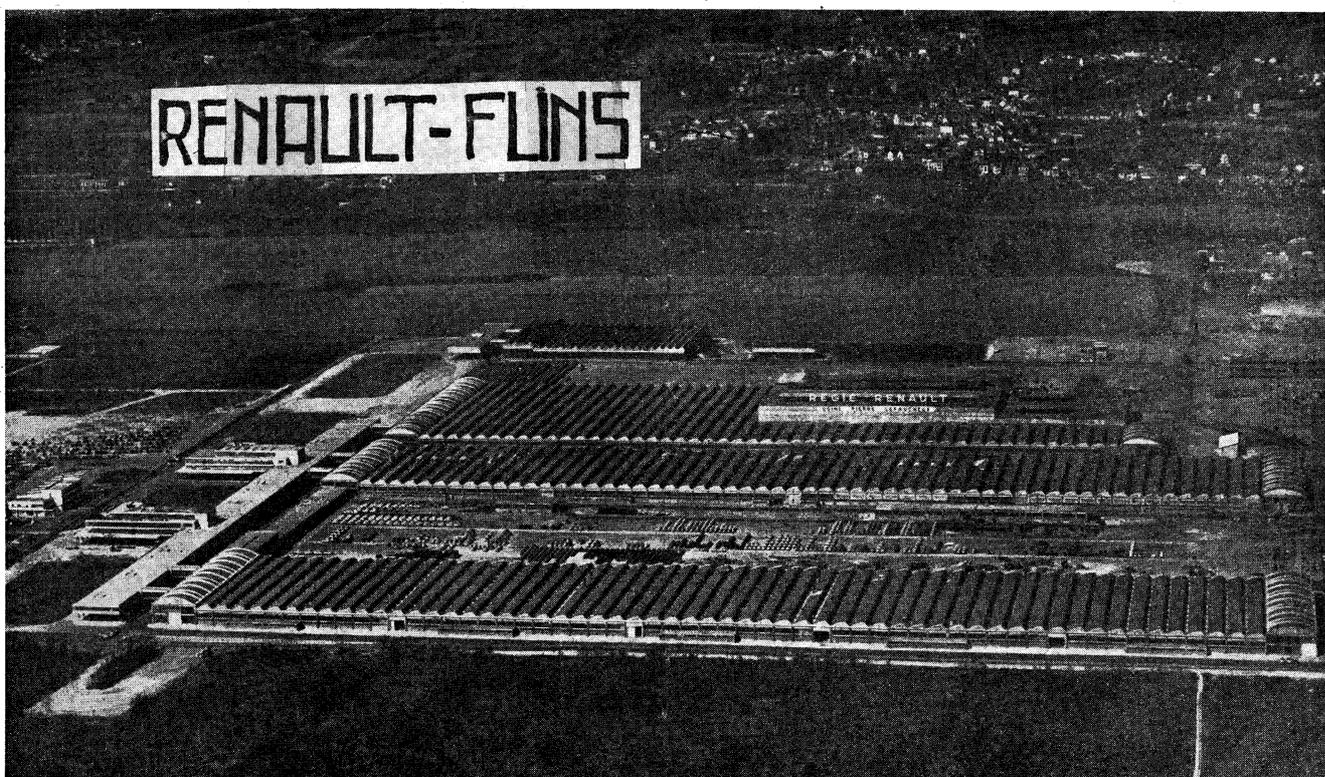
Car l'unanimité de surface autour des textes qui ne signifient rien et qui n'engagent personne puisqu'on peut les renier trois jours après, ne doit pas faire illusion. Bien des membres des délégations représentées à la conférence n'étaient pas loin de partager notre opinion sur la nature des tâches à entreprendre pour refaire autre chose que la nième représentation de la même pièce qui fit plusieurs fois un tour.

Ce que nous voulons, ce pourquoi nous luttons, c'est que les organisations trotskystes existent un peu partout dans le monde s'attellent à la tâche, sans échouer leurs insuffisances, sans bluff, sans le mépris de leurs propres idées et de celles des autres. Nous savons qu'il y a bien des efforts à dépenser, bien des luttes à mener avant de donner vie à une organisation internationale révolutionnaire. Mais l'effort ne nous effraie pas, ni l'éloignement du but.

Et nous n'abandonnerons pas pour les illusions d'aujourd'hui la réalité de demain.

G. KALDY.

# RENAULT-FLINS



## En descendant la Seine...

Nous présentons dans cet article une entreprise dans laquelle des camarades animent depuis peu un nouveau bulletin « Voix Ouvrière ».

L'usine de la Régie Renault de Flins a été construite en 1951, dans le cadre de la décentralisation. Elle est installée au bord de la Seine, ce qui facilite les transports entre elle et l'usine mère de Billancourt.

Alors que les productions de l'usine mère sont variées (automobiles, machines outils, outillage), l'usine de Flins est spécialisée dans le montage de certaines séries d'automobiles : autrefois la « Dauphine », aujourd'hui les « R 8 », « R 10 », « R 16 ». Pour tout ce qui est mécanique, Flins dépend entièrement des fabrications de Billancourt : l'usine ne fabrique que la tôlerie et les aménagements intérieurs des véhicules quelle soit. Même les outils de presse sont faits au Département 37 de l'usine de Billancourt et ne sont que mis au point à Flins. Ses ateliers fournissent cependant une grande partie des pièces chromées consommées par l'ensemble des usines Renault et les départements les plus importants sont donc en dehors des chaînes de montage — ceux des presses, de l'électrolyse, de la peinture, de la sellerie et de l'outillage.

L'usine n'a pas été construite à proximité immédiate d'un grand centre urbain : la ville la plus proche est Mantes, à 16 km. Flins même n'étant qu'une petite bourgade située à 2 km de l'usine. Le personnel, ouvriers et employés, a été

recruté dans un rayon de 80 km aussi bien dans les cités dortoirs des environs que dans les villages, parmi les ouvriers agricoles et les petits cultivateurs qui conservent toujours des terrains.

Une partie du personnel est logée par Renault, en particulier les ouvriers qui ont été mutés de Billancourt. Si leurs loyers sont assez bas, grâce à la participation de la RNUR, celle-ci, dans certains ensembles, a trouvé un excellent moyen de pression pour garder son personnel qui voit doubler ou tripler son loyer quand il prend son compte pour aller ailleurs.

De plus, l'usine emploie entre 20 et 25 % travailleurs étrangers (Espagnols, Portugais, Noirs) sous contrat provisoire de trois et six mois. La direction avoue cyniquement dans le bulletin distribué aux cadres que ces travailleurs lui permettent de résoudre les problèmes d'emploi qui se posent à elle lors des crises saisonnières, en ne renouvelant pas leur contrat. Ils sont d'ailleurs logés dans des conditions déplorables par la Régie elle-même à Mantes et Equevilly, par exemple, ils occupent à huit un logement qui coûte à chacun 80 F par mois alors que ce type de logement est loué à des ménages français 350 à 400 F par mois. Comme la plupart de leurs compatriotes venant en France, ils envoient la plus grande partie de leur paie à leur famille, ce qui fait qu'on ne les voit presque jamais à la cantine de l'usine.

Il est important de noter qu'un grand nombre de femmes est employé à la production. Embauchées à une époque où Renault manquait de personnel, elles conduisent les Fenwicks, emmènent les voitures aux parcs et effectuent les travaux auxiliaires de la chaîne. Actuellement, la Direction n'embauche plus d'ouvrières, trouvant suffisamment de main-d'œuvre parmi les étrangers quand il lui en manque, ce qui est rarement le cas puisqu'elle a plutôt tendance à comprimer le personnel.

L'éloignement du lieu de résidence du personnel de Flins fait que le transport est un problème important. La grande majorité vient par les cars qui font le ramassage dans toute la région. Renault participe au transport et même paie les retards causés par les incidents mécaniques, mais à condition que le car arrive à l'usine de plus, lorsqu'on manque son car, on n'a en général pas d'autre moyen de se rendre à l'usine et on perd sa journée.

L'usine emploie actuellement 9 000 personnes dont 1 000 à 1 500 employés administratifs. Les travailleurs sont les mêmes qu'à Billancourt : 48 pour la production, normale et équipes mais les bureaux font 48 heures contre 45 à Billancourt.

Un tiers des ouvriers travaille en équipe (ce qui pose des problèmes pour leur transport) : équipes de 3 x 8 aux presses ; à l'entretien et à l'outillage les équipes font 8 heures pendant six jours lorsqu'elles sont du matin et 9 heures 40 pendant cinq jours lorsqu'elles sont du soir.

Les salaires sont, contrairement à ce qu'on pourrait penser, un peu supérieurs à ceux de Billancourt : pour une même qualification, les ouvriers sont payés une « classe » au-dessus des ouvriers de Billancourt, ce qui représente environ 20 centimes en plus. Cela ne suffit pourtant pas à faire négliger ou refuser la pratique des heures supplémentaires, d'autant plus que la maîtrise fait pression dans ce sens lorsqu'il y a beaucoup de travail, déplaçant même lorsqu'elle peut les récalcitrants dans les plus sales secteurs. Certains sont arrivés ainsi à effectuer des semaines de 70 heures. D'autres complètent leur paie en conduisant, en plus de leur travail à la Régie, les cars qui font le transport du personnel, faisant ainsi presque un double journée.

La plupart des ouvriers sont des horaires mais l'usine ne connaît pas de système de boni. Un système de primes trimestrielles est en vigueur comme dans toutes les usines de la RNUR. Ces primes représentent une partie importante du salaire, environ un douzième lorsqu'elles sont touchées intégralement, c'est-à-dire que les absences injustifiées pour retards ou grèves ne peuvent pas dépasser 9 heures dans le trimestre, sous peine de voir cette prime amputée de 20 %.

Usine nouvellement créée, employant un personnel que son origine a éloigné des traditions de la lutte ouvrière, malgré la présence des ouvriers de Billancourt déplacés pour mettre l'usine en route, Renault-Flins n'a pratiquement connu de luttes revendicatives sérieuses et suivies. Il est bien arrivé que l'usine prenne le coup de sang : En 1961, lorsque la direction eut la mauvaise idée de supprimer la prime de bilan, un mouvement assez dur eut lieu qui, d'ailleurs, se solda par un échec. En novembre 1965, des soudeurs furent mis à pied pour avoir rangé leurs outils pendant un débrayage partiel. Des débrayages de solidarité furent lancés par les syndicats, suivis par les ouvriers... mais arrêtés par les syndicats, sans résultat, lorsque la limite des neuf heures de grève fut atteinte.

Hors ce bien maigre bilan, on ne peut noter que les fameux et traditionnels quarts et demi-heures de grève difficilement suivis par les syndiqués eux-mêmes.

C'est qu'en effet, les syndicats, à Flins moins qu'ailleurs encore, n'ont fait aucun effort pour organiser les travailleurs en vue d'une

défense de leurs intérêts. Et cela bien que les problèmes ne manquent pas, sans parler de celui des salaires qui est le même que partout. Rien n'est sérieusement tenté contre l'arbitraire de la maîtrise, les heures supplémentaires, l'insécurité permanente, la surexploitation des travailleurs étrangers. Il est plus facile sans doute de rejeter, comme le font les syndicats, la responsabilité de l'inaction sur les « paysans de Flins ».

En fait, si les syndicats existent à Flins, la C.G.T., la C.F.D.T. et l'F.O. se réduisent à leur plus simple expression sur le terrain de la lutte de classes. Plus qu'ailleurs, les syndiqués sont des payeurs de timbres et encore le collecteur ne se dérange-t-il pas toujours. Aucune réunion de secteur n'est organisée, nul n'est mis au courant de la vie syndicale. Rien d'étonnant à ce que la liaison avec les autres usines Renault soit inexistante. Lors de la grève du département 55 à Billancourt, Flins n'a pas été averti. Ce n'est que le matin du 14 février que l'usine a été prévenue qu'un débrayage avait lieu dans toute la métallurgie parisienne, etc. La propagande même est plus que circonstancielle : après les débrayages de solidarité avec les soudeurs en novembre 1965, aucun tract syndical n'a paru jusqu'en janvier 1966. Ces remarques ne sont pas inutiles pour expliquer que seule une minorité de gens lisent les tracts des syndicats.

Par contre, G.G.T. et C.F.D.T. mènent une intense activité, déploient toutes leurs ressources de propagandistes pour la cantine. Depuis que la direction a confié la gestion de celle-ci au Comité d'Entreprise, donc aux bureaucraties syndicales, chaque appareil a dépensé des montants d'énergie pour arracher le contrôle de la soupe des travailleurs des mains de la boutique rivale, sans pour autant que la soupe de l'une soit meilleure et moins chère que l'une que chez l'autre. C'est ainsi que la C.G.T. cette année a considéré comme une grande victoire des travailleurs le fait d'avoir reconquis la majorité au C.E. sur la C.F.D.T. gagnante il y a deux ans.

Le P.C.F., lui aussi, a une vie et une activité très réduites. S'il a quelques cellules (deux pour la normale et deux pour les équipes), elles se réunissent fort peu et jamais au complet. Les élections présidentielles ont fait apparaître quelques tracts vantant Mitterrand. Une feuille imprimée à la Fédération sert de journal d'entreprise et est diffusée de temps à autre. Notons qu'il assure une certaine présence dans les comités de locataires des cités où loge le personnel de Renault.

Pour une des plus grandes entreprises de la Région parisienne, c'est tout, c'est peu !...

J. MARECHAL

**CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon**  
TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

**CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble**  
Les prochaines réunions auront lieu les JEUDI 5 et 19 mai, à 20 heures, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 2 et 16 juin et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

**CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon**  
TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

**CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon**  
TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE LA RENAISSANCE, rue Chabot-Charny. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

## Les Capitalistes s'unissent...

un ou plusieurs autres constructeurs pourra être ensuite envisagée dans le même esprit.»

Il est bien évident que les pouvoirs publics visent à associer Citroën, ce qui ferait de l'industrie automobile française la 3<sup>e</sup> à l'échelle mondiale et la deuxième à l'échelle européenne, alors que l'association actuelle place le pre-

mière groupe français en 6<sup>e</sup> position sur le plan mondial et en 3<sup>e</sup> position sur le plan européen.

Une association avec Simca paraît exclue pour le moment, cette firme étant dans les mains de Chrysler. Au cas où Citroën serait entrainé dans le groupe, il n'est toutefois pas exclu que Simca puisse y être entrainé à son tour, surtout si, en face du groupe français d'autres regroupements intervenaient à l'étranger.

En tout cas, cela est l'affaire des capitalistes, de leurs alliances et de leurs ruptures.

## à quand l'Union des travailleurs ?

Un récent accord Renault-Peugeot montre en fait que le capitalisme français, même dans une branche industrielle où il manifeste le plus de vitalité, l'automobile, est incapable de faire face aux impératifs de son propre système sans le secours de l'Etat.

En fait, des pourparlers pour unir Peugeot et Citroën ayant échoué, la Régie nationale, une fois de plus, est venue au secours du capital privé pour donner à l'industrie automobile française les moyens et les dimensions lui permettant d'affronter le marché mondial. D'ailleurs le Directeur de « l'Usine Nouvelle » l'a fort bien compris quand il écrit (28-4-1966) : « La solution logique — nous raisonnons en théorie — serait le maintien d'une seule entreprise géante dans chaque secteur industriel, comme c'est déjà le cas aux Pays-Bas avec « Royal Dutch », « Philips », « Unilever », « Ijmuiden », etc. L'existence de ces entreprises géantes n'y générerait nullement la prospérité de la petite et moyenne industrie, bien au contraire. »

Ainsi, pour les capitalistes, il s'agit d'avoir dans chaque branche d'industrie un géant qui affronte la concurrence internationale qui n'écrase pas les industries de dimensions plus réduites mais, au contraire, les protège de toute sa puissance. Et quand les capitalistes les plus forts n'arrivent pas à une dimension suffisante,

### LE MYTHE DE LA NATIONALISATION

Quelques temps avant la signature de l'accord à l'extrême droite et à l'extrême gauche, on a souhaité, ou craint, la dénationalisation de Renault. Que faut-il en penser ?

Pour les gens de droite, la nationalisation est toujours la bête noire. La « Liberté » des bourgeois s'exprime dans la propriété privée et dès qu'on y touche, même dans leur intérêt général, ils en font une maladie. Tous les bobards sont bons, à la hauteur de leur pauvre entendement, dès qu'ils leur laissent espérer une « reprivatation » d'une entreprise nationale.

Pour les gens dits de gauche et, notamment, du P. C. F., mais aussi des sociaux-démocrates et des libéraux chrétiens, la nationalisation est le summum de ce qu'ils sont capables de concevoir en matière de socialisme ou du moins de ce qu'ils feignent concevoir. En ce

qui nous concerne, nous avons toujours dit que les nationalisations actuelles n'avaient rien de socialistes. Cela ne signifie pas que nous soyons partisans d'une « reprivatation » des entreprises nationales, ni même qu'une telle « reprivatation » nous laisse indifférents. Tout au contraire, car le monopole constitue une force difficile à vaincre pour les travailleurs et la dénationalisation signifierait un renforcement du capitalisme monopolistique.

Le récent accord Renault-Peugeot montre en fait que le capitalisme français, même dans une branche industrielle où il manifeste le plus de vitalité, l'automobile, est incapable de faire face aux impératifs de son propre système sans le secours de l'Etat.

En fait, des pourparlers pour unir Peugeot et Citroën ayant échoué, la Régie nationale, une fois de plus, est venue au secours du capital privé pour donner à l'industrie automobile française les moyens et les dimensions lui permettant d'affronter le marché mondial. D'ailleurs le Directeur de « l'Usine Nouvelle » l'a fort bien compris quand il écrit (28-4-1966) : « La solution logique — nous raisonnons en théorie — serait le maintien d'une seule entreprise géante dans chaque secteur industriel, comme c'est déjà le cas aux Pays-Bas avec « Royal Dutch », « Philips », « Unilever », « Ijmuiden », etc. L'existence de ces entreprises géantes n'y générerait nullement la prospérité de la petite et moyenne industrie, bien au contraire. »

Ainsi, pour les capitalistes, il s'agit d'avoir dans chaque branche d'industrie un géant qui affronte la concurrence internationale qui n'écrase pas les industries de dimensions plus réduites mais, au contraire, les protège de toute sa puissance. Et quand les capitalistes les plus forts n'arrivent pas à une dimension suffisante,

l'Etat, grâce à ses industries nationales, est là pour les aider à atteindre cette dimension.

### LE P. C. F. CONTRE LES MOULINS

Les représentants de la C. G. T. et du P. C. F. ont prétendu que l'Etat voulait rendre la Régie Renault aux monopoles. Ils se moquent du monde car nous ne voulons pas leur faire l'injure de les croire aussi stupides. Ils savent très bien que le rôle de l'Etat est de soutenir les capitalistes et que, pour ce faire, il doit garder certains moyens. Dans un pays comme la France où l'Etat, devant la carence de l'entreprise privée, a dû prendre en charge des secteurs importants de l'économie, notamment les secteurs-clés tels que les sources d'énergie et les transports, il est impensable qu'il puisse se dessaisir de ces moyens d'aider l'ensemble du capitalisme à survivre.

Mais nos misérables stratèges essaient de s'en sortir par une pirouette : si l'accord Renault-Peugeot s'est fait sans dénationalisation, c'est grâce à eux, c'est grâce à la campagne qu'ils ont menée, c'est parce qu'ils ont su alerter l'opinion publique que le pouvoir a reculé. C'est ce qu'ils ne craignent pas d'affirmer, notamment chez Renault, où on peut lire dans un tract du P. C. F. du 27-4-66 :

« La campagne menée par les travailleurs, et impulsée par notre parti, n'a pas permis d'aller aussi loin et aussi vite vers la dénationalisation comme on le voulait dans l... hautes sphères gouvernementales pour aboutir au rattachement de Renault à Citroën. »

En fait l'Etat, par l'intermédiaire de son entreprise nationale, aide l'industrie automobile à fortifier ses positions sur le marché mondial et lui ouvre la perspective de conquérir la première place sur le marché européen, mais il n'aide pas seulement les capitalistes de l'automobile à gagner quelques places sur le marché, il l'aide aussi en donnant aux autres constructeurs l'aide technique et

financière de la plus grosse entreprise.

### TOUS ENSEMBLE

Cet accord comporte-t-il des risques pour les travailleurs ?

Tout dépend des travailleurs eux-mêmes. Si, placés dans un combinat qui groupe maintenant 125.000 personnes, ils agissent localement, limitent leur lutte au niveau de leurs entreprises dans des mouvements isolés et limités, il est évident que le trust marquera des points. Il sera facile aux dirigeants du nouveau groupe de résister à la pression des luttes sociales.

Mais si, au contraire, les travailleurs du groupe savent coordonner leurs revendications et leurs luttes, chaque conflit important prendra vite l'aspect d'un mouvement général qui mettra en cause l'existence non seulement de l'entreprise, mais du régime.

Pour coordonner leur action, les capitalistes peuvent compter sur le concours de l'Etat, mais pour coordonner la leur les travailleurs ne peuvent pas compter sur leurs syndicats. Les syndicats ont raison de craindre ces accords entre capitalistes. Ils se sont eux-mêmes placés dans des conditions difficiles en renonçant à la lutte générale de la classe ouvrière. Les travailleurs ne peuvent choisir les conditions de leur lutte. Pour résister et triompher de leurs adversaires de classe, ils devront surmonter les difficultés et élever leur lutte bien au-delà de ce que leur proposent les syndicats sclérosés. Mais s'ils prennent conscience de qu'ils sont une classe homogène, leur concentration dans des monopoles géants leur donnera des moyens bien plus puissants pour triompher.

Ce n'est pas quelques centaines de kilomètres qui peuvent séparer les producteurs d'automobiles. Les intérêts communs de 125.000 travailleurs doivent permettre aisément de surmonter quelques difficultés techniques.

Puisque le capital nous unit dans l'exploitation, sachons nous unir dans la lutte.

H. VAUQUELIN

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

1<sup>er</sup> MAI 1966

1<sup>er</sup> mai 1966 : En France, les organisations ouvrières organisaient des bals, en province et à Paris, devant les bourses du travail avec, ça et là, l'inévitable vente du muguet porte-bonheur.

On parle de faire « céder le patronat » au son de l'accordéon, et du pouvoir des monopoles entre deux tangos.

C'est la kermesse.

A Barcelone, Madrid, Bilbao des milliers d'ouvriers et d'étudiants manifestent. La police charge. A Saïgon, dix mille personnes se rassemblent autour de l'ambassade U.S. et crient « U.S. Go home ». Les forces de l'ordre chargent. Le sang coule.

Ainsi, une fois encore, des dizaines de milliers de personnes ont bravé la police, l'armée, les arrestations pour faire de cette journée une journée de combat.

Car le 1<sup>er</sup> mai, ce n'est pas la fête du muguet, la fête du travail. C'est une journée internationale qui, dans l'esprit de ses fondateurs, était destinée à montrer à la bourgeoisie apeurée la force, le nombre et la détermination de milliers de travailleurs de toutes races, de toutes nationalités, partout à la fois dans le monde en grève et en lutte pour revendiquer leur droit à la vie et à la dignité d'homme et de socialiste.

En en faisant la « fête légale du travail », chômée et payée (cette année c'était un dimanche) la bourgeoisie française, après Hitler, a voulu désamorcer cette formidable puissance d'énergie et transformer cette journée de « classe » en bals populaires et symbole fleuri de la paix sociale.

Aujourd'hui, ce sont les organisations ouvrières elles-mêmes qui, emboitant le pas à la bourgeoisie, se font les champions de la kermesse populaire.

Mais de par le monde, partout où la guerre de classe fait se lever des milliers de combattants, la bourgeoisie tombe le masque, et les opprimés marquent de leur héroïsme et de leur sang la journée de l'espoir et de la volonté internationaliste et prolétarienne.

### ENCORE CONTRE CITROËN

Encore une fois, le quorum n'a pas été atteint au premier tour des élections des délégués du personnel. Malgré une propagande syndicale accrue, tant aux portes avec tracts et journaux qu'à l'intérieur par affichage, et malgré le contrôle des élections par les envoyés du ministère des Affaires sociales, plus de 60 % des ouvriers et des employés de Citroën n'ont pas accompli ce simple geste qui consiste à aller mettre un simple bulletin dans une urne.

Bien sûr, les syndicats pourront encore arguer de pressions inadmissibles exercées dans certains secteurs, de « l'esprit Citroën » etc. En fait, ce résultat prouve que face à un patron qui ne veut pas que les syndicats soient incapables d'exister. Ils font peut-être illusion ailleurs mais ils payent à Citroën leur politique négative à l'échelle nationale : dispersion des grèves, journées d'action qui n'aboutissent à rien etc. On ne récolte ce que l'on sème...

Pourtant, se désintéresser du deuxième tour qui se prépare, serait prouver que notre propre sort ne nous intéresse pas et que nous ne nous inquiétons de ceux qui seront chargés de nous défendre et de présenter nos revendications ; car si les syndicats sont inexistants, le patron de combat, lui, il existe et il nous le prouve tous les jours.

C'est pourquoi, à ce deuxième tour, nous prouverons que nous existons aussi.

(Extrait du n° 217 de la V.O., Citroën.)

### DE... CHAINONS-NOUS !

Un des multiples moyens d'intimidation que la direction emploie dans l'usine pour nous empêcher de voter est, par exemple, pour ne citer que celui-là, de nous arrêter les chaînes pendant la période de vote forçant nos camarades à de-

## LES ELECTIONS DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL DANS LE GROUPE CITROËN

mander un remplaçant à leur poste et à se dévoiler individuellement aux yeux de la maîtrise.

Cette pratique est bien dans l'esprit Citroën. Elle est d'ailleurs à peu près unique dans son genre, dans la plupart des autres usines, les chaînes sont en effet stoppées pour permettre aux travailleurs de voter ensemble.

La meilleure manière de contrer la direction sur ce terrain, et puisque de toute façon le temps de vote est légalement payé, serait d'y aller tous ensemble !

(Extrait du n° 217 de la V.O. Citroën.)

### ON Y RETOURNERA

On connaît les résultats des élections de délégués du personnel dans les usines Citroën, 39 % de votants. Le quorum n'étant pas atteint, il nous faut retourner aux urnes pour le second tour.

A Ivry, pourtant, le nombre de votants a été de 52 %, mais il ne faut pas oublier que sous Panhard, les ouvriers votaient à 90 % et cela en 1962...

### VOIX OUVRIÈRE

29, rue de Château-Landon Paris-X<sup>e</sup>  
Abonnement 6 mois : 10 F  
au nom de Maurice Schroedt  
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRËDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS  
86, avenue du Président-Wilson  
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

On peut expliquer ceci par les méthodes anti-ouvrières de la direction Citroën : aucun affichage dans les ateliers au sujet des élections de délégués, sinon les cahiers d'inscrits suspendus au bout d'un fil en quatre endroits différents de l'usine, la maîtrise qui fait semblant d'ignorer tout sur les élections lorsqu'on demande de aller voter : « Tiens, tiens, on ne s'arrête pas, ce qui fait hésiter les monteurs à quitter leur poste. Ceux qui quittent leur chaîne se font remarquer par la maîtrise. Alors que l'on peut voter avec le carton de pointage, on exige à certains bureaux de vote la carte de service. Enfin, tout ce que les inspec-

teurs du travail venus sur les lieux de vote auraient pu constater s'ils s'étaient proménés en se cachant dans les ateliers toute la journée.

Car, il faut bien l'admettre, la direction est assez habile pour contourner la loi sans être en faute (toujours selon la loi).

Ainsi donc, Citroën joue au patron de droit divin ; mais qui lui prouve garde : nous avons vu Citroën bien moins arrogant en 1936. Ça pourrait nous donner des idées pour 1967 et il n'y a pas que le problème des élections de délégués que nous réglerions une fois pour toutes.

(Extrait du n° 78 de la V. O. Panhard)

Nous ne pouvons faire paraître les échos de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

- En voici la liste :
- AERONAUTIQUE : SNECMA Kellermann - Paris XIIIe.
  - HISPANO-SUIZA - Bois-Colombes (Seine).
  - SUD-AVIATION - Courbevoie.
  - AUTOMOBILES : BERLIET - Lyon-Vénissieux.
  - CHAUSSON - Gennevilliers (Seine).
  - CITROËN - Usines Levallois et quai de Javel.
  - PANHARD - Paris.
  - GENÈVE - Ivry (Seine).
  - PEUGEOT - Sochaux.
  - RENAULT - Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.
  - R.N.U.R. - Général.
  - R.N.U.R. - Bâtiment C.
  - R.N.U.R. - Bureaux.
  - R.N.U.R. - Département 37.
  - R.N.U.R. - U.
  - RENAULT - Flins.
  - MÉTALLURGIE : Acieries et Forges de la Loire C.A.F.L. - Saint-Chamond.
  - CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE - Saint-Nazaire.
  - Montres LIP - Besançon.
  - OLIER - Clermont-Ferrand.
  - MÉTRIC - Grenoble.
  - BOURGOGNE ELECTRONIQUE - Dijon.
  - BRONZAVIA - Courbevoie.
  - CABLES DE LYON - Lyon.
  - C.I.T. - Paris 15e.
  - Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
  - C.S.F. Levallois (Seine).
  - THOMSON - Gennevilliers (Seine).
  - WESTINGHOUSE. - Sevran.
  - CHIMIE ET CAOUTCHOUC : KODAK - Vincennes.
  - RHONE-POULENC. - Vitry (Seine).
  - ROUSSEL - UCLAF - Romainville (Seine).
  - Raffinerie ANTAR. - Donges (Loire-Atlantique).
  - MICHELIN - Clermont-Ferrand.
  - MICHELIN - Bourges.
  - RHODIACETA. - Lyon-Vaise.
  - SERVICES ET DIVERS : AIR-FRANCE - Ateliers Orly-Nord (Seine).
  - AIR-FRANCE. - Blanqui, Paris-13e.
  - ASSURANCES GENERALES - Siège - Paris.
  - ASSURANCES GENERALES - Drouot.
  - CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. - Rue Viaia Paris 15e.
  - CHEMINOTS - Générale.
  - Imprimerie DESJUSSÉS - Issy-les-Moulineaux.
  - CREDIT LYONNAIS - Siège central - Paris.
  - CREDIT LYONNAIS. - Levallois.
  - CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE - Rue de Flandre, Paris.
  - NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
  - QUAIS ET DOCKS - Ma 361 la URBAINE ET LA SEINE. - Paris.

## Grève totale à la Fabrique Nationale

QUINZE jours à peine après les émeutes du Limbourg, une autre partie de la classe ouvrière belge entrainait en lutte. Cette fois ce ne sont plus les mineurs flamands mais les femmes d'Herstal qui mènent le combat. Depuis le 16 février, c'est-à-dire depuis plus de deux mois et demi, les 3.800 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes de guerre (F.N.) d'Herstal sont en grève totale. Elles réclament l'alignement de leurs salaires sur celui des ouvriers.

D'abord seules à se battre elles furent rejointes, un mois après le début de leur grève, par les 250 ouvrières de l'usine d'Herstal des Ateliers de Construction Electrique de Charleroi (A.C.E.C.) et une semaine plus tard par celles de chez Schreder à Ans. L'agitation gagna aussi les usines A.C.E.C. de Charleroi et de Ruisbroek. Mais aujourd'hui après la reprise du travail aux A.C.E.C. elles se retrouvent à nouveau seules.

### A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL

En Belgique, comme dans tous les pays capitalistes les femmes travailleuses sont une des catégories les plus exploitées du prolétariat.

Alors que 75 % des ouvriers gagnent plus de 500 F par mois (tous les chiffres sont en francs français), 90 % des ouvrières gagnent moins que cette somme. La situation est la même chez les employées. Dans cette catégorie 75 % des hommes gagnent plus de 750 F par mois alors que 75 % des femmes ne gagnent pas cette somme.

A la F.N. le salaire minimum des ouvrières machines est de 0,60 F en dessous du minimum du manoeuvre masculin dernière catégorie. L'ouvrier réviseur touche 1,10 F de plus de l'heure que la femme qui accomplit le même travail (4,30 F contre 3,20 F).

La situation est semblable aux A.C.E.C. La différence horaire est de 1,40 F entre le salaire du bobineur et celui de la bobineuse. Pour les trois usines A.C.E.C. la différence entre minima masculin et féminin (toujours défavorable aux femmes) s'établit comme suit :

HERSTAL	0,91 F
CHARLEROI	0,64 F
RUISBROEK	0,45 F

C'est donc pour lutter contre ces qu'elles considèrent comme une injustice criante, à juste raison,

que les ouvrières d'Herstal ont déclenché leur mouvement. Elles réclament une augmentation de 0,43 F de l'heure pour les femmes payées à la pièce et 0,40 F pour celles payées à la journée.

### DE LA TRAHISON SANS PRINCIPES AU

#### « PRINCIPE EUROPEEN »

La grève a éclaté malgré les syndicats F.G.T.B. (socialiste) et C.S.C. (chrétien) qui, une fois l'action engagée, le soutinrent du bout des lèvres. Mais non seulement les Confédérations ne tentèrent pas d'étendre la grève mais, là où le climat était favorable, ils pesèrent de tous leur poids pour noyer dans l'œuf toute tentative d'élargissement. Ils firent tout pour isoler le mouvement.

L'exemple des A.C.E.C. de Charleroi est très éloquent de ce point de vue. De toutes les usines du groupe A.C.E.C., seule celle d'Herstal est en grève totale depuis une semaine lorsque, le 22 mars, les syndicats organisèrent un référendum à l'échelle du groupe sur la proposition d'augmentation de salaire proposée par la direction qui craint une extension de la grève à l'usine de Charleroi, la plus importante du groupe (1.100 femmes). Les propositions patronales furent ridiculement basses : augmentation de 15 centimes en un an en trois tranches de 5 centimes (1er janvier 66 - 1er juillet 66 - 1er janvier 67). A Charleroi, malgré les pressions de toutes sortes des syndicats qui emploient tous leurs talents pour faire accepter les propositions patronales (alors que les A.C.E.C. d'Herstal réclament 0,40 F de l'heure), 54 % des ouvrières se prononcèrent contre l'accord. Le 25 mars alors que les sections F.G.T.B. et C.S.C. de Charleroi parlent d'un éventuel débrayage de 24 heures, les 1.100 ouvrières quittent spontanément l'usine. Le 13 avril nouveau débrayage et nouvelles propositions de la direction : 20 centimes en trois tranches (0,10 F au 1er janvier 66 - 0,07 F au 1er janvier 67 - 0,03 F au 1er juillet 67). Cette fois plus de 67 % des ouvrières rejettent ces propositions. Le délégué principal de Charleroi se rend en toute hâte à Herstal pour convaincre les grévistes d'accepter les propositions « avantageuses » de la direction. Sans succès.

A Charleroi malgré le vote massif contre la proposition patronale, les syndicats arrêtèrent la grève qui a commencé le 13 et ordonnèrent la reprise du travail pour le vendredi 15. D'après la direction, 53 % seulement de femmes seront à leur poste ce jour-là. Devant le refus des organisations syndicales de convoquer une assemblée générale se crée spontanément un Comité de femmes.

Mais les conséquences de la trahison des bureaucraties syndicales ne se font pas attendre :

Aux A.C.E.C. d'Herstal le découragement va gagner les grévistes qui espéraient que Charleroi entrerait aussi en grève totale. Le 15, la majorité des grévistes avaient rejeté les aumônes du patron mais le 20, les syndicats revenant à la charge et après une réunion houleuse ils réussissaient à décaler une majorité favorable aux 20 centimes et à la reprise. Les ouvrières des A.C.E.C. d'Herstal rentraient après 37 jours de grève en ayant pratiquement rien obtenu (10 centimes dans l'immédiat, le reste sera vite « mangé » par l'inflation).

Mais les syndicats, qui ont tout fait pour démobiler les travailleurs, ont décidé de porter la lutte au « niveau européen... » autour des tapis verts bien entendus. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Convention n° 100 de l'Organisation Internationale du Travail adoptée à Genève en 1951, le Traité de Rome en 1958 (article 119) ayant reconnu le principe « A travail égal, salaire égal » et la Belgique ayant souscrit à l'ensemble de ces institutions, les organisations syndicales vont donc engager la lutte pour le respect du « principe européen » et autres bla-bla du même ordre (car il ne semble pas que la loi sur les 40 heures existe en Belgique). Sur ce terrain, les syndicats belges ont aussitôt reçu l'appui de la C.F.D.T. française.

Et cela nous promet de beaux colloques en perspective, dans le calme, loin de l'agitation houleuse de la plèbe des usines, qui ne comprend rien à la stratégie générale des bonzes syndicaux qui, divisent les travailleurs et les mènent à la défaite pour mieux remporter de brillantes victoires (oratoires) pour le plus grand bien... des travailleurs.

### A LA F.N.

A la F.N. la grève continue. Le mardi 26, les ouvrières ont à nouveau rejeté les propositions patronales et décidé de poursuivre le mouvement. Dans cette lutte, les 4.000 ouvriers de la F.N., mis en chômage forcé du fait de la grève des femmes, ont manifesté leur entière solidarité aux ouvrières en refusant, comme le voulait la direction, de prendre la place des grévistes. Pour l'instant il n'y a pas eu un seul jaune à la F.N., car la revendication « A travail égal, salaire égal » a travaillé directement les ouvriers. L'égalité des salaires entre hommes et femmes signifierait la fin des « sous-salaires » féminins et mettrait l'ensemble de la classe ouvrière belge en position favorable sur le marché du travail.

Aujourd'hui, après la reprise aux A.C.E.C., les ouvrières d'Herstal semblent en position difficile. Ce qui a manqué là-bas, comme ici, c'est une direction résolue pour prendre la tête du mouvement et essayer de l'étendre. Un comité de grève fut élu mais faute d'actions précises, il est difficile de savoir s'il s'agissait d'un cartel syndical ou d'un comité élu par l'ensemble des grévistes. Des tentatives furent faites (distribution de tracts) pour toucher d'autres entreprises. Mais ces tentatives eurent un caractère épisodique et après le début de la grève.

Mais, quelles que soient les conditions de reprise du travail, cette grève n'aura pas été inutile. Les travailleuses y auront appris à mieux connaître la nature véritable des organisations dites ouvrières. Et comme les femmes de Charleroi qui ont créé un Comité de femmes elles ont compris que dans les luttes futures elles ne devront compter que sur elles-mêmes.

L. STERN.

## A PARIS

La prochaine réunion du

# Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 23 MAI, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1<sup>er</sup> étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

### LA CHINE EST-ELLE UN ETAT SOCIALISTE ?

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation.

## • ÉCHOS DES ENTREPRISES •

# UNE GRÈVE DANS LA RÉGION CLERMONTOISE

### TENIR JUSQU'AU BOUT

Voici quinze jours maintenant que nous sommes en grève. Depuis l'occupation des bureaux, le mardi 19 avril, l'épreuve de force se poursuit contre une direction qui ne ménage pas ses moyens pour nous faire céder : depuis les tentatives d'intimidation par la police, jusqu'aux menaces de ne pas payer les heures de travail après la reprise. La seule concession faite jusqu'à présent est d'accorder 6 à 8 centimes sur « la vie chère ». (A peine plus que les 2 % prévus.)

Nous ne sommes pas partis pour ces brouilles. Nous en avions assez des quinzaines de 200 à 250 F (150 F et moins pour les jeunes), assez de voir les cadences

s'accroître sans cesse (en cinq ou six ans, certains postes ont vu leur production doubler, sinon plus), assez de dépendre de la bonne volonté des chefs pour le boni.

Nos revendications, celles de tous les métallos du département, représentent l'extrême minimum nécessaire pour vivre : 600 F mensuels garantis au coefficient 100, reclassement des catégories, en particulier pour les jeunes, intégration des primes au salaire.

Par trois fois nous avions averti la direction par des grèves limitées : elle n'a rien voulu entendre : il fallait partir.

Notre mouvement est juste et il a été suivi activement par l'ensemble des ouvriers avec une unani-

mité et une décision remarquables. Plusieurs fois, nous avons envahi les bureaux, jeunes en tête, allant chercher Tévisen jusque dans sa tanière, les pétards rythmant la danse. Et à chacune des attaques de la direction, nous avons répondu, coup pour coup, parfois en prenant l'initiative : grève de huit heures pour empêcher le départ des camions...

Les effets sont importants : non seulement nous avons pu entraîner, temporairement il est vrai, les bureaux et quelques chefs, ce qui ne s'était quasiment jamais vu, mais surtout la production a considérablement baissé. De deux camions certains jours, elle est descendue à un camion tous les deux jours.

Voilà qui fait mal à Tavissen, parait-il. Elle n'a pas trouvé meilleur porte-parole pour l'exprimer que des commissaires de police. Comme quoi le gouvernement et les patrons c'est tout un.

oOo

— On veut bien nous accorder une heure le samedi, comme à Michelin, à condition... que nous la récupérons.

oOo

— Ce qu'on appelle une concession en langage patronal.

oOo

— Nos camarades fondeurs se voient menacés, s'ils interrom-

pent le travail pendant les coulées, d'être accusés de sabotage. Le patron se rappelle beaucoup mieux de cette loi anti-grève que de celle sur l'hygiène et la sécurité, en particulier à la fonderie. Curieux régime, où on peut faire crever les hommes à petit feu, mais pas toucher au capital.

oOo

— Une belle affiche nous menace de ne pas payer les heures de travail après une interruption. Voilà qui est illégal, et notre

directeur devrait le savoir. Il est vrai que pour lui, la loi, c'est fait pour les ouvriers.

oOo

— Le 17 mai plusieurs millions de salariés du secteur public nationalisé, et les métallos seront en grève. La vague sociale monte, si nous tenons, nous ne serons pas longtemps seuls. Et Tévisen le sait.

(Extrait du n° 31 de la V.O. d'Ollier.)

oOo

— Le 17 mai plusieurs millions de salariés du secteur public nationalisé, et les métallos seront en grève. La vague sociale monte, si nous tenons, nous ne serons pas longtemps seuls. Et Tévisen le sait.

(Extrait du n° 31 de la V.O. d'Ollier.)

## • Chez Olier

### LA GRÈVE A LA MINUTE

— Bayle a décidé de se mettre au boulot. Nous l'avons vu, de nos yeux, charger un camion en chemise blanche.

S'il veut gagner sa croûte en bossant honnêtement, nous ne sommes pas chien, on lui fera une place à la production. 600 francs minimum si nous l'emportons.

oOo

— L'occupation des bureaux et les pétards gênent la direction

Un refus commun de lutter dans la classe ouvrière

L E 16 janvier 1966, le Comité national de l'U.E.C. votait par 38 voix contre 21 la dissolution du secteur lettres de Paris. A la suite de cette mesure six membres du Bureau national et 18 membres du Comité national démissionnaient. A Paris sept facultés sur huit ne reconnaissent pas le nouveau secteur créé.

Au IX<sup>e</sup> Congrès de l'U.E.C. qui s'est tenu le 2 février à Nanterre, par solidarité avec le secteur dissous, une vingtaine de membres de la gauche U.E.C. démissionnaient en quittant la salle de conférence annonçant leur intention de créer la « Jeunesse Communiste Révolutionnaire ». Ce même jour la première réunion des organisations exclues et démissionnaires fondait à Paris la J.C.R.

Dans un communiqué à la presse la nouvelle organisation déclare : « La J.C.R. poursuivra dans la jeunesse le combat révolutionnaire pour le socialisme ». Pour l'instant les moyens de combat n'ont pas été précisés. Si on se réfère à la déclaration publiée par le Bureau

du secteur lettres dissous dans le numéro d'avril de la revue « Partisans », il semble que ces camarades comptent pour faire vivre leur organisation, d'une part sur « des noyaux importants de militants exclus du mouvement communiste mais possédant dans leur secteur la confiance des jeunes, confiance acquise dans les luttes passées » et d'autre part sur « plusieurs centaines de jeunes et étudiants prêts à rejoindre ce combat allié avec le soutien des militants d'avant-garde du P.C. et de la C.G.T. ». Dans un cas comme dans l'autre la chambre ouvrière de leur conception s'affirme sur les militants du P.C.F. ou sur des ex-militants qui lui sont encore liés.

Les J.C.R. de Cannes, un des groupes constituants, va même encore plus loin lorsqu'il affirme dans son bulletin « La méthode » : « ... dans certains endroits, il sera inutile de créer la J.C.R. la fraction au sein du mouvement communiste étant suffisante ».

Dans cette perspective la création de la J.C.R. apparaît beaucoup plus comme une création circonstancielle due à la répression du P.C.F. que comme une tentative de regrouper des jeunes révolutionnaires hors et contre le P.C.F.

Le Bureau du secteur lettres dissous poursuit : « Ce regroupement de la Jeunesse communiste révo-

lutionnaire n'est qu'une étape, mais peut-être une étape importante dans notre volonté commune de reconstruire un parti révolutionnaire indispensable pour la conquête du pouvoir dans notre pays ». Ainsi ces camarades semblent être conscients qu'il n'est pas possible de faire vivre une organisation révolutionnaire de la jeunesse sans l'existence d'un Parti ouvrier révolutionnaire. Mais sur ce terrain également ils orientent toute leur activité en direction du P.C.F. : « Par sa politique, le secteur lettres a montré qu'il était possible de développer de larges courants révolutionnaires dans une organisation communiste dans de telles conditions ». Pour les futurs cadres de la J.C.R. « il ne fait aucun doute qu'une ramantée des luttes révolutionnaires en France se fera dans le P.C. à des rythmes et à des ruptures importantes ».

Mais même en cas de crise du P.C.F. l'existence d'une organisation ouvrière trempée dans la lutte de classes et implantée dans les entreprises serait indispensables pour faire évoluer les événements. Ces cadres qui pourraient s'en détacher vers des positions révolutionnaires. Sans cette organisation ces groupes resteraient au mieux des groupes centristes qui ne tarderaient pas à céder à la première lutte politique d'importance. Mais, même

si on se place sur le terrain de ces camarades, aucun de leurs textes ne laisse entrevoir une volonté d'assumer la charge de créer des fractions à l'intérieur du P.C.F., de prendre contact et d'organiser les ouvriers révolutionnaires qui s'y trouvent. Bien qu'ils proclament la nécessité de telles fractions il semble que ce ne soit pas la leur tâche et qu'ils en laissent le soin à de fantomatiques militants révolutionnaires qui dans le P.C.F. et la C.G.T. « luttent pour y construire l'embryon du futur parti ». Ils se donnent pour but uniquement de construire une « organisation de jeunes » de façon non contradictoire avec l'action que mènent dans le P.C.F. et la C.G.T. les militants révolutionnaires ».

C'est pourquoi s'ils continuent dans cette voie leur entreprise ne peut aboutir qu'à un échec. Car rien n'est tenté pour regrouper les militants révolutionnaires qui se trouvent dans le P.C.F. et, à l'extérieur, rien n'est fait non plus pour organiser ceux qui plus nombreux se trouvent à l'extérieur.

Leur action se trouvera alors limitée au milieu intellectuel et lycéen c'est-à-dire ne sortira pas du cadre petit-bourgeois. La J.C.R. ne sera alors qu'un regroupement épisodique du genre de ce qu'on a été les Jeunesses Socialistes Unifiées.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

DANS LA METALLURGIE ET L'ELECTRONIQUE

Chez Neyrpic

LE VRAI PROBLEME

Les bruits qui depuis six mois courraient à propos de Croix Rouge sont maintenant concrétisés. Le 22 la direction a annoncé au Comité d'Entreprise que l'usine serait fermée en octobre.

D'autre part, les chefs de division ont, eux, donné le nombre des licenciements prévus d'ici cette date : une centaine d'ouvriers, une centaine d'employés, techniciens et agents de maîtrise, et une vingtaine de cadres supérieurs, en tout, plus de 215 salariés qui feront les frais de la réorganisation de la production.

Les maires de la région se sont émus en demandant : « qu'aucune décision définitive ne soit prise dans l'immédiat avant qu'une solution ait été trouvée ».

Les organisations syndicales, elles, se prononcent contre tout

licenciement, et contre toute fermeture d'atelier ou d'usine. M. Glasser ne cherchant, au travers de ces opérations, que la rentabilité de son capital sans souci du facteur humain ».

Cela est vrai, le patron ne cherche qu'à faire toujours plus de bénéfices à nos dépens, et pour lui nous ne sommes même pas des machines, pour ces dernières, il a plus de considération. Peu lui importe ce que nous devenons, quant à lui, il concentre sa production, il l'organise autrement.

En réalité, que pouvons-nous faire pour l'en empêcher ? Dans le régime de libre entreprise dans lequel nous vivons, il est superflu de demander aux Pouvoirs publics, à l'Etat, d'intervenir contre Glasser : d'une part il n'en a pas les moyens, Glasser est « libre », d'autre part, il est douteux qu'il puisse en avoir le désir, Glasser et ses pareils ne sont-ils pas ses seuls

actionnaires ? Dans le meilleur des cas, l'Etat pourrait donner une subvention sous une forme ou sous une autre à Neyrpic pour le Croix Rouge continue pour un temps à tourner. Mais cela ne ferait que reculer pour mieux sauter.

Or, dans les autres solutions qui sont préconisées (opposition aux licenciements, rachat de l'usine, etc.) nous nous trouvons devant le même problème : dans l'immédiat nous pouvons peut-être éviter la porte, mais aucune garantie n'est donnée pour l'emploi.

La lutte que nous devons mener pour la défense immédiate de notre emploi ne peut qu'être vaine à brève échéance si parallèlement nous ne revendiquons pas une véritable garantie de l'emploi quelles que soient les fluctuations de la production. Et cette véritable garantie de l'emploi, c'est un problème qui dépasse l'entreprise

et que nous ne pouvons résoudre seuls.

Depuis des mois, une campagne est faite pour l'amélioration des conventions collectives. C'est dans ces conventions collectives que nous devons obtenir ce soit inscrite la garantie de l'emploi.

Mais pour cela il ne s'agit plus d'une « amélioration », c'est d'un changement, aussi fondamental que ce qui a été obtenu en juin 66, quand les patrons avaient une telle peur, qu'ils étaient prêts à tout donner, même beaucoup plus que ce que nous avons obtenu (et perdu depuis).

Ce n'est pas un débrayage de deux heures pour l'ouverture de négociations qu'il nous faut, c'est une lutte proportionnée à nos objectifs, pour l'obtention d'une convention collective nationale garantissant l'emploi.

(Extrait du N° 69 de la V.O. NEYRPIIC).

Chez Thomson

PRENDRE NOS RESPONSABILITES... OU PRENDRE LA PORTE !

Une étape a été franchie à la Thomson Gennepillers, celle du licenciement de 14 camarades le 22 avril 1966. Bien que modifié, le programme de licenciements subsiste et d'autres échéances nous attendent. Ce que nous avons fait jusqu'à présent pour nous opposer à la politique de la Direction n'apparaît actuellement que mieux

comme un baroud d'honneur, impropre à s'opposer réellement aux licenciements.

C'est mieux que rien, penseront certains. Cela n'empêche pas non plus la C.G.T. de dire « un certain succès a été obtenu » (tract « Faisons le point » du 28-4-66). Mais, pour la plupart, nous savons ce qu'il en est et nous ne cherchons pas à nous masquer la vérité.

On ne peut empêcher des licenciements que quand on est décidé à passer par dessus l'auto-

rité du patron, quand on est capable de lui dire : « C'est nous nos décisions qui traitent et qui ne travaillent pas ; c'est nous qui répartissons le travail ; c'est nous qui décidons de l'horaire que tout le monde fera ». Est-ce que tout cela n'est pas à la portée de tous les travailleurs ? Qui, mieux que nous, est capable de régler ces problèmes ? Cela, bien entendu, nécessite non seulement que nous soyons décidés, mais que nous soyons aussi organisés. Etre organisé, cela veut dire que chaque secteur élise son représentant à un

conseil de l'usine qui centralisera tous les renseignements et organisera le travail en fonction de cela. Ce serait, bien entendu, substituer dans l'entreprise le pouvoir des travailleurs à celui de la Direction. Si les syndicats ne nous ont rien proposé de semblable, c'est parce qu'ils n'ont la perspective que de lutter dans un cadre respectant les bases de l'ordre actuel. Si nous nous contentons de leurs directives, c'est à bien d'autres échafauds qu'ils nous mèneront. (Extrait du n° 186 de la V.O. Thomson)

MILITANTS ET TRAVAILLEURS EN BUTTE A LA REPRESSION PATRONALE ET AUX TRACASSERIES POLICIERES

BRONZAVIA POUR LES LIBERTES OUVRIERES

Le lundi 18 avril en début d'après-midi, une feuille était apposée sur l'ancien panneau F.O. Nous apprenions ainsi qu'une nouvelle section F.O. était créée depuis le 15 avril, et nous pouvions y lire aussi les noms des dirigeants.

Immédiatement la C.F.T.I. courut prévenir la direction qui licenciat le soir même le secrétaire et le secrétaire adjoint sous prétexte de suppression d'emploi.

Quelques jours après les trois autres camarades constituant ce qui restait de la section décapitée étaient licenciés à leur tour sous le même prétexte.

Les motifs du licenciement ne trompent personne, et d'ailleurs la fédération F.O. de la métallurgie a saisi le ministre des Affaires sociales d'une demande de réinté-

gration de nos camarades. Cela c'est l'action légale.

Mais nous, une fois encore nous sommes restés passifs et ce ne sont pas les protestations du tract C.G.T. qui constituent une action efficace.

Pourtant ce serait le moment d'entreprendre la lutte pour que la liberté d'expression soit respectée dans l'entreprise et ne reste pas l'appanage de la direction au travers de la C.F.T.I. (Extrait de la V.O. BRONZAVIA)

COMPTEURS DE MONTROUGE AUX RELAIS ÇA NE COLLE PLUS

Aux relais, une camarade de travail s'est fait molester par un moniteur alors qu'elle avait eu l'audace de vouloir pointer avant lui. Cet individu qui a déjà la triste réputation de nous faire baisser les temps de chrono ne se gêne pas pour nous traiter d'une manière di-

gène d'un garde-chiourme. Nous ne devons pas admettre qu'un chef-lieu use de telles méthodes vis-à-vis de nous, avec la bienveillance de la direction.

Gageons que s'il avait eu affaire à plus fort que lui, les choses ne se seraient pas déroulées de la même façon.

La direction a deux solutions : ou bien sanctionner le moniteur, ou bien essayer de reporter la responsabilité de l'incident sur notre camarade, ce qui lui permettrait de nommer le moniteur rapidement à son poste de chef d'équipe. Elle opta sûrement pour la deuxième solution, même si elle est injuste.

Le bruit court en effet que notre camarade qui est militante syndicaliste serait déplacée. La direction profitera de cet incident pour la retirer de la chaîne et l'isoier.

Cela nous concerne tous, nous devons soutenir notre camarade et nous opposer à son déplacement éventuel.

(Extrait du n° 43 de la « V.O. » Compteurs de Montrouge.)

DEFENDONS NOTRE LIBERTE D'EXPRESSION

La semaine dernière nos camarades de la C.F.D.T. ont été en butte aux tracasseries de la police. Alors que, pendant l'heure du repas, ils rendaient leur journal à la porte de l'entreprise, une fourgonnette de la police est arrivée sur les lieux, et si ces camarades ont réussi à échapper aux flics, ils n'ont pu les empêcher d'embarquer le panneau sur lequel ils affichaient leur journal. Ils ont dû aller par la suite le récupérer au commissariat. Ceci nous concerne tous, que nous soyons d'accord ou non avec la politique de la C.F.D.T.

Nous ne devons pas admettre qu'il soit porté atteinte à notre liberté d'expression.

(Extrait du n° 43 de la « V.O. » Compteurs de Montrouge.)

# L'ACULTURE BOURGEOISE

## Quand le Secrétaire d'Etat à l'Information justifie l'interdiction de la « Religieuse »

**V**ENDREDI dernier, M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat à l'Information s'expliquait devant la Chambre des députés (ils étaient bien une cinquantaine en séance !) sur l'interdiction du film de Jacques Rivette « Suzanne Simonin, la religieuse de Diderot ».

Il eut certes beau jeu de raporter que le ministre « communiste » François Billoux fut, entre autres, l'un de ceux qui signèrent le texte instituant la censure cinématographique, et que François Mitterrand, lui-même, secrétaire d'Etat à l'Information en 1948-49 utilisa celui-ci pour interdire totalement 11 films.

On voit que s'il y a quelques « pailles », et de taille dans les positions de nos « démocrates », la poutre de buis bénit que M. Bourges a dans l'œil ne le gêne nullement.

On ne s'étonnera pas de voir le secrétaire d'Etat à l'Information manier le style jésuite, mais il nous semble tout de même intéressant de citer quelques extraits de son discours :

Le refus du visa d'exploitation limite la diffusion. Il ne supprime ni l'ouvrage ni le droit de le faire connaître dans des conditions certes très restreintes mais dont la seule faculté satisfait aux exigences des principes.

Le gouvernement se garde de juger la valeur artistique de la production ou le talent des inter-prètes. Il ne condamne pas le film, et le temps n'est plus des autodafés. C'est pourquoi le gouvernement n'est ni contradictoire ni divisé lorsqu'il admet l'invitation du film de M. Rivette par le comité du Festival international du cinéma à Cannes. Il n'emisageait sans doute pas de le proposer comme candidat officiel du cinéma français, mais, l'œuvre étant, pourquoi interdire qu'un jury spécialisé la jugeât ? Pourquoi priver les interprètes de la récompense que méritait leur création ?

Cela rappelle fâcheusement l'attitude d'un certain docteur Goebels qui avait interdit le « Cuirassé Potemkine », mais qui se le faisait projeter en privé, estimant qu'il s'agissait d'un des chefs d'œuvre

du cinéma mondial. On ne saurait mieux mépriser ses concitoyens.

Plus loin, M. Bourges se lance dans une apologie des « bonnes sœurs », pour reprendre son expression, dont nous extrayons ces lignes :

Dans un monde où l'on rencontre à chaque carrefour de bons apôtres prêchant la générosité et le désintéressement, préconisant la fraternité et la solidarité humaines, qui, sinon les « bonnes sœurs », répond dans la réalité à ces appels du cœur et de l'esprit ?

(C'est bien méchant pour les députés U.N.R.).

Le secrétaire d'Etat à l'Information justifia son action par le devoir pour le gouvernement « de protéger les groupes sociaux de la nation contre la diffamation et l'atteinte à leur idéal ou à leur honneur ».

Le soir même du jour où M. Bourges tenait ces propos, un commando d'extrême droite se lançait à l'assaut de la scène du Théâtre de France où l'on jouait « Les paravents » de Genêt. Un soi-disant « comité de liaison des anciens combattants 1939-45 de la France libre, d'Indochine et d'Algérie » faisait dans le même temps parvenir à la presse un communiqué disant :

Depuis plusieurs jours déjà est

donnée à Paris une pièce dont le seul but est de provoquer une fois de plus tous les anciens combattants et de déverser sur l'armée française un tonnerre d'immondices.

Que cette pièce ait été écrite par un individu pédéraste notoire, voleur, déserteur, ancien prostitué de tous les bas-fonds d'Europe, constitue déjà un scandale sans précédent. Ce scandale se double d'injustice lorsque le théâtre dans lequel ce spectacle est donné porte le nom de Théâtre de France, scène officielle et subventionnée.

Nous, anciens combattants, demandons aux Pouvoirs publics : « Ou veut-on exactement en venir ? »

Nous élevons une ultime protestation et exigeons :

1) Que ceux qui sont tombés de par le monde sous l'uniforme français aient au moins le droit au respect ;

2) Que ce genre de spectacle, qui constitue une authentique provocation, ne soit plus autorisé.

Allons nous voir M. Bourges obéir et interdire « Les paravents » ? Ce serait bien en tout cas dans la logique de sa politique. Car désormais chaque « groupe social de la nation », du moins ceux qui aux yeux d'un Bourges ont un « honneur » et un « idéal », c'est-à-dire

la police, la magistrature, l'armée, le clergé, etc., pourra exiger du gouvernement qu'il accomplisse ce qu'il considère lui-même comme son devoir, c'est-à-dire qu'il interdise toute œuvre critiquant l'Etat bourgeois ou ses soutiens.

Nous n'avons pas l'illusion sur ce qu'est la liberté d'expression en régime capitaliste. Dans le meilleur, c'est-à-dire le plus démocratique des cas, c'est la liberté de s'exprimer pour ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire rarement pour les travailleurs ! Mais il y a longtemps que la démocratie bourgeoise n'est plus qu'un souvenir.

Pendant la guerre d'Algérie, les saisies de journaux et de livres étaient monnaie courante. Mais les gouvernements d'alors justifiaient des mesures qu'ils qualifiaient eux-mêmes d'exceptionnelles par les événements. L'interdiction de « La Religieuse », et surtout la manière dont elle est justifiée, montre qu'il ne s'agit pas « d'accidents ». Le capitalisme pourrissant devient de plus en plus, entre bien autre chose, une entrave au développement de la culture. Heureusement pour l'humanité, il existe un « groupe social », le prolétariat dont « l'idéal » et « l'honneur » sera de créer une société où la création littéraire ou artistique ne sera pas régentée.

« Par des mouchards et des gendarmes »

Des sabre-peuple et des curés ».

CHRISTIAN JUNG.

## GROMYKO AU VATICAN

**L**A semaine dernière le Pape a reçu en audience privée Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique. Rien n'a été révélé sur l'entretien qui a duré 45 minutes.

Quarante-cinq minutes c'est un peu court pour une conversion et c'est un peu long pour une confession.

Quel que soit le sujet exact de l'entretien, cette rencontre spectaculaire était un geste politique.

Mais si l'U.R.S.S. a plus à perdre qu'à gagner dans cette affaire, il n'en va pas de même de l'Eglise. Le Pape est allé aux Indes, à l'ONU, il a lancé un appel pour que les nations industrielles soustraient 1 % de leur budget de guerre et le consacrent à secourir les pays « sous-développés ». Il est allé serrer la main des éboueurs de Rome, il a visité les prisons et il a reçu le ministre des Affaires étrangères de la nation excommuniée : l'U.R.S.S. Quelle audace et quel bon Pape !

Certes, il n'est pas allé au Vietnam, mais on peut être saint sans être martyr.

La visite de Gromyko n'efface pas les siècles d'oppression, d'obscurantisme et d'Inquisition de l'Eglise catholique, pas plus qu'elle ne dissimule le soutien

circancié de l'Eglise aux régimes les plus réactionnaires de Salazar à Franco, en passant par Diem, son successeur Ky et autres dictatures militaires. Elle ne fait pas non plus oublier que l'Eglise est une des plus grandes puissances d'argent de notre époque et qu'elle a des capitaux partout où l'on peut faire suer de la plus-value. Mais elle contribue à semer la confusion et à rassurer le monde capitaliste.

En fait, la politique de coexistence pacifique entre systèmes politiques et sociaux différents vient de recevoir la bénédiction papale. Ce qui prouve qu'entre idéologues réactionnaires on peut toujours s'entendre.

Et cela ne peut surprendre personne. Gromyko ne vient pas de renier le marxisme, théorie scientifique devenue gênante. Il y a belle lurette que dans les faits le stalinisme tourne le dos au marxisme. Et depuis le temps que les bureaucrates du Kremlin et d'ailleurs nous expliquent que « la forme supérieure de lutte de classes est la lutte pour la coexistence pacifique », il fallait bien s'attendre à ce que le stalinisme perde un peu de sa « tache originelle ».

Voilà qui est fait. Amen.

MICHEL TOURNAY.

LA PAPÉRISSATION ABSOLUE...



## PERMANENCES

### ● PARIS :

**V<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. tous les samedis, de 14 à 17 h.

**X<sup>e</sup> arrondissement :** au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 à 20 heures.

**XI<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

**XIII<sup>e</sup> arrondissement :** Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

**XIV<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 à 19 h 30.

**XV<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

**XVIII<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

### ● BANLIEUE :

**ARGENTEUIL :** Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 h. 30 à 15 h.

**BOULOGNE-BILLANCOURT :** Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

**MONTREUIL :** « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro

Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

**LEVALLOIS :** Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h. à 19 h.

### ● PROVINCE :

**BESANCON :** Auberge Comtoise les jeudis 5 et 19 mai de 18 h 10 à 19 h 30.

— Café Grandville, les mercredis, de 17 h à 19 heures.

**BOURGES :** Café-Bar « Rallye des Halles », Place de la Nation (Salle de réunions), les jeudis 5 et 19 mai de 17 h 30 à 19 heures.

**CAEN :** Bar Saint-Julien, 86, Rue Geole, les samedis 23 avril et 7 et 21 mai de 17 h à 19 heures.

**CLERMONT-FERRAND :** « Café de France », 22, place Delille, les

jeudis 5 et 19 mai, de 17 h à 19 heures.

**DIJON :** Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

**GRENOBLE :** « Café d'Autrans », 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

**LYON :** Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvillage, Lyon-8<sup>e</sup> le mercredi, de 18 h à 19 h.

**MONTBELIARD :** Café de Mulhouse (face à la gare), le samedi 7 mai de 14 à 16 heures.

**MARSEILLE :** Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 19 mai et 2 juin de 18 h à 20 heures.

**ROUEN :** Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

**SAINT-ETIENNE :** Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileriers, les jeudis 5 et 19 mai, de 15 à 16 h. 16 heures.

**SAINT-CHAMOND :** Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 5 et 19 mai de 18 h à 19 h.

**SAINT-NAZAIRE :** Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, tous les samedis de 16 à 17 heures.

**TOULOUSE :** « Chez Jack », Place Arnaud Bernard (1<sup>er</sup> étage), tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.